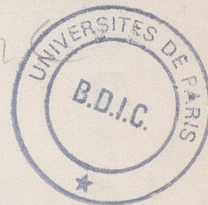


alternatives

non violentes

Non-Violence aux ETATS-UNIS



KING

CHAVEZ

Mouvement anti-guerre

SEABROOK

BEN CHAVIS

Où en est le MOUVEMENT OUVRIER ?

5 f

revue bimestrielle

26

É D I T O R I A L

Les Etats-Unis : à la fois ils nous écœurent et nous fascinent... Ils nous écœurent, parce qu'ils tiennent, grâce à leur puissance économique et militaire, une grande partie du monde à leur merci, favorisant ceux qui les favorisent, éliminant ceux qui leur déplaisent. Comment ne pas rendre l'opulence américaine responsable en partie de la misère du tiers monde ? Comment ne pas voir que la puissance américaine écrase des peuples entiers ? Vietnam... Chili... ces noms résonnent à nos oreilles, et ils nous rappellent que le « monde libre » n'est pas la liberté pour tous.

Mais ce pays nous fascine également, à cause de son Histoire récente aux allures d'épopée. Que la naissance et la construction de la nation américaine se soit faite (déjà...) sur le génocide des Indiens, sur la déportation et l'enchaînement des esclaves noirs, ne peut nous faire oublier l'Amérique de Jefferson, celle de la première révolution que le monde ait connue, celle qui, avant

le 1789 français, avait osé affirmer : « Nous tenons pour une évidence que tous les hommes naissent libres et égaux ». Et cela au terme d'une guerre d'Indépendance que beaucoup de citoyens américains éprouvent confusément aujourd'hui encore, comme la première guerre de « libération » anti-coloniale des temps modernes...

Les Etats-Unis, c'est à la fois la société capitaliste par excellence et un système de démocratie parlementaire dont on ne peut oublier certains aspects positifs. Même si nous sommes anti-capitalistes, nous ne pouvons nier que les peuples français et américains sont liés par des origines communes (une même culture et « civilisation » chrétiennes) par une Histoire commune, et même, que cela nous plaise ou non, par un certain « modèle » de société... nous aussi, nous sommes un peu Américains !

Ce pays d'où Marx pensait que la révolution pourrait venir et où la tradition marxiste est pourtant particulièrement faible, même parmi ceux qui se disent révolutionnaires, ce pays où d'autres prophètes plus récents ont cru voir, dans les années 60, les signes d'une révolution culturelle d'un type nouveau, et dont la jeunesse est redevenue un modèle de conformisme et d'apolitisme, ce pays pourra-t-il se délivrer un jour du « système » auquel il semble s'identifier totalement ? Une révolution socialiste y est-elle possible ? Qui pourrait le dire ? Nous, pas plus que d'autres, et ce numéro d'ANV n'apportera aucun élément de réponse à une telle question, à part quelques éléments d'information sur le mouvement ouvrier aux USA, que Marianne Debouzy a bien voulu nous donner.

Plus modestement, nous avons voulu fournir un dossier d'informations et d'analyses sur la non-violence aux USA, comme nous l'avons fait pour l'Afrique, pour l'Inde, pour l'Amérique du Sud. Nous n'avons pas cherché à évaluer le poids politique de la non-violence américaine dans le passé, ni à lui prédire un avenir : nous sommes mal placés pour le faire. Mais il nous a semblé dommage que les non-violents français (et plus largement, tous ceux qui s'intéressent aux diverses formes que peut prendre le « pouvoir du peuple » quand l'imagination est libérée) ignorent l'expérience de Martin Luther King, du mouvement contre la guerre du Vietnam, du combat de César Chavez et de quelques autres...

Une fois encore, on pourra nous reprocher à juste titre d'être bien loin de l'actualité : faire paraître en novembre 1977 un numéro d'une revue qui s'affiche « non-violente » sans que rien y soit dit sur Malville et sur les questions que le 31 juillet pose à la non-violence, c'est tout de même un peu fort... Ceux qui savent dans quelles conditions matérielles est éditée cette revue s'en étonnent moins ! Dès notre prochain numéro, nous reviendrons à des problèmes concernant plus immédiatement les luttes et les débats en cours dans notre pays. Par ailleurs, si nous avons jugé intéressant de faire ce dossier « Etats-Unis », c'est évidemment aussi parce que nous avons vu s'en dégager des leçons qui ne sont pas sans intérêt pour nos propres débats.

Christian DELORME,
Christian MELLON.

Le Mouvement Non-Violent aux U. S. A.

Rapide historique.

On pourrait remonter aux « précurseurs » et naturellement à Thoreau, l'auteur de « La désobéissance civile » ; on pourrait mentionner aussi quelques actions des Noirs au temps de l'esclavage, actions non-violentes moins rares qu'on ne le croit parfois. Mais le véritable coup d'envoi du mouvement non-violent est donné par Martin Luther King et la lutte pour les « droits civiques » des Noirs, qui commence en 1956 par le boycott des autobus de Montgomery. Le problème racial constitue, pour beaucoup de blancs, le premier grand problème menant à une remise en question du système américain. C'est pourquoi le mouvement pour les droits civiques comprendra un certain nombre de militants blancs, aussi bien à la base que dans les instances nationales. Ces blancs, qu'on pourrait appeler « progressistes », n'avaient certes pas une analyse politique très claire sur l'ensemble du système américain ; mais sur le point précis de l'injustice faite aux noirs, ils étaient prêts à aller très loin : certains ont vraiment risqué leur vie dans cette action.

Dans les années 60 et le début des années 70, un grand nombre d'événements vont peu à peu éroder la confiance absolue que les Américains avaient dans leur système. Le grand rêve américain s'effrite, au moins pour la partie de la population où se recrutent les militants non-violents.

Au début des années 60 sort un livre dont la lecture va contribuer à « radicaliser » toute une partie de la jeunesse ; c'est **L'autre Amérique**, de Harrington : l'Amérique pauvre se révèle beaucoup plus importante que ne pouvait se l'imaginer l'Américain moyen. Une des conséquences de cette révélation sera, en 1964, la campagne

« guerre à la pauvreté », impulsée par le parti démocrate alors au pouvoir. A partir de 1965, c'est le mouvement étudiant : les campus sont le siège d'une activité politique intense, dans laquelle le S.D.S. (Etudiants pour une société démocratique) joue un grand rôle. Le mouvement de « drop out » s'étend, qui consiste à « laisser tomber » les études.

Mais c'est le développement de la guerre au Vietnam, à partir surtout de 1965, qui va cristalliser les énergies de tous bords. Ce problème précis sera le catalyseur d'une résistance non-violente qui s'étendra d'ailleurs par la suite à l'ensemble des problèmes de militarisation. Une très grande partie des anciens militants blancs pour les droits civiques vont se retrouver dans le mouvement anti-guerre, le plus souvent comme organisateurs, grâce à l'expérience qu'ils ont acquise ; la lutte contre la guerre du Vietnam va provoquer un élargissement de leur analyse politique. Partant d'une simple « réaction » presque instinctive contre une guerre ressentie comme injuste et criminelle, ils en viennent peu à peu à sentir la nécessité d'analyser les raisons de cette guerre, ce qui les conduit à une analyse globale du « système ».

Une dernière étape de la radicalisation sera la publication, dans les années 70, des « papiers du Pentagone », qui montreront clairement à ceux qui refusaient encore de le croire que c'est bien le système américain comme tel qui a conduit à cette guerre, et non les errances malheureuses de tel ou tel... Le Watergate ne fera qu'achever ce mouvement...

A partir de ce moment-là, il n'est plus possible de parler du mouvement non-violent sans le situer au milieu du bouillonnement de mouvements divers qui agitent les USA dans cette période :

- mouvement féministe ;
- mouvement des homosexuels, qui a une importance très grande, réussissant à rassembler à New York plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la rue ;
- mouvement anti-guerre proprement dit ;
- mouvement de « contre-culture », avec ses structures parallèles dans l'alimentation, l'édition, etc...

Dans ce contexte est tentée une certaine structuration du mouvement non-violent, qui traverse l'ensemble de ces courants. Mais il ne parvient pas à se donner une autonomie et une importance réelles. Il repose sur d'anciennes organisations comme l'American Fellowship of Reconciliation (branche américaine du Mouvement International de la Réconciliation), la War Resisters League (section américaine de l'Internationale des Résistants à la guerre), la Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, etc... Ces organisations ont, en tant que telles, peu d'impact, sauf dans leur rôle de formation et d'organisation d'actions contre la guerre. Ce n'est qu'après la fin de la guerre du Vietnam qu'on va assister à une tentative de structuration du mouvement non-violent ; mais ceci se passera dans un contexte de chute considérable du militantisme et de la mobilisation politique. C'est notamment à ce moment qu'apparaît le Mouvement pour une nouvelle société, lié au Centre de Vie de Philadelphie. Quant à César Chavez, bien qu'il soit très activement soutenu par tous les groupes non-violents, on ne peut pas dire que son syndicat ait suscité une réflexion et un intérêt aussi intenses qu'en France, paradoxalement... On se bat pour le boycott et pour aider les Chicanos, mais le mouvement non-violent blanc théorise peu autour de cette lutte et ne lui accorde pas une place privilégiée.

La créativité du mouvement non-violent.

Un non-violent européen ne peut manquer d'être dérouté par l'observation du mouvement américain, tant sont différents les approches, les sensibilités, les types d'action... Deux traits essentiels sont à relever : l'absence de tradition marxiste et l'importance de l'individu.

Il n'y a pas aux USA de tradition marxiste : les militants qui, à travers leurs différentes luttes, ont compris que le système américain n'avait pas seulement à être « réformé » mais totalement changé, ont dû forger leurs propres outils d'analyse du système. La conséquence c'est une absence assez étonnante de cohérence dans l'analyse, de rigueur dans l'examen politique des forces en présence, une incapacité à mesurer le poids relatif des différentes causes d'un même phénomène ; les militants américains n'arrivent pas à distinguer les niveaux d'analyse et se noient dans un mélange d'analyses économiques, idéologiques, voire psychologiques... : exploitation dans le travail, ségrégations diverses, sexisme, oppression des enfants, etc. sont sans cesse mêlés dans le discours politique. La contrepartie, c'est une réelle capacité à voir des faits qui, chez nous, sont souvent jugés négligeables à cause de nos schémas idéologiques tout tracés. C'est d'ailleurs à cause de ce foisonnement d'idées que l'on a tant parlé chez nous, à une certaine époque, du mouvement de contre-culture aux USA.

La prise en compte du rôle de l'individu correspond à une attitude extrêmement généralisée à l'heure actuelle aux Etats-Unis. Le Mouvement non-violent américain n'arrête pas de parler de « libération » de l'individu : de la femme, des homosexuels, des enfants, et de la libération personnelle par rapport aux frustrations et aux tabous. Toutes les techniques de dynamique de groupe, de psychothérapie de groupe, sont très répandues dans les groupes non-violents. L'aspect négatif, c'est une tendance au « volontarisme » qui rejoint, au fond, l'absence de politisation : trop souvent on s'imagine qu'en changeant l'individu on changera la société. Alors qu'en Europe les non-violents voient davantage un lien étroit entre le changement personnel et la révolution politique, les deux allant de pair, on trouve encore aux USA la croyance que la conversion personnelle va, à elle seule, amener un changement total du système américain. Cette idée a la vie dure, malgré l'expérience de la lutte contre la guerre du Vietnam : au début des grandes manifestations contre la guerre, beaucoup s'imaginaient que ces manifestations allaient suffire à arrêter la guerre ! Quand ils se sont aperçus que, malgré des années de lutte, la guerre continuait, certains ont commencé à se poser des questions plus politiques sur la nature du système, son fonctionnement, les causes de la guerre, etc.

La préparation à l'action non-violente.

Cette expression essaie de traduire l'anglais « training » et correspond à quelque chose que nous ne connaissons pas en France. Un peu d'histoire s'impose : à l'époque de la lutte pour les droits civiques des Noirs, les actions non-violentes sont des actions ponctuelles très durement réprimées (passage à tabac...); la seule préparation à ces actions est donc psychologique : la méthode du « jeu de rôles » par exemple a simplement pour but de préparer le manifestant à différentes situations dans lesquelles il peut se trouver au cours de l'action qui va suivre.

Au moment du mouvement anti-guerre, un autre type de préparation va apparaître, lié à la nécessité de prévoir des services d'ordre importants et efficaces pour les grandes manifestations de masse. Dans les jours précédant l'action, on pratiquera avec des volontaires un certain nombre de techniques de préparation : exercices de décision rapide, jeu de rôles, etc...

On a très peu dit en France que les actions contre la guerre du Vietnam ont été massivement non-violentes : ces actions ont été organisées avec des préparations très minutieuses. Par exemple, lors de la grande manifestation de « Mayday », dont le thème était « Si le gouvernement n'arrête pas la guerre, nous arrêterons le gouvernement », et dont l'objectif était de bloquer les fonctions administratives de Washington, un livret fut imprimé et remis aux manifestants à des dizaines de milliers d'exemplaires, indiquant les photos des différents bâtiments officiels à bloquer, leur situation sur un plan de la ville, donnant des explications complètes sur la tactique utilisée, etc...

Par la suite, lorsque les militants s'apercevront que la guerre du Vietnam ne va pas s'arrêter comme ça, à la suite d'une manifestation, ils seront amenés à dépasser l'idée d'actions ponctuelles pour la remplacer par celle de **campagnes d'action**. Il s'agit de se fixer un but, et de graduer dans le temps les actions que l'on peut faire pour l'atteindre. Les outils de formation correspondant à cette période seront les « jeux de stratégie » qui essaient de recréer comme en laboratoire les stratégies qui peuvent opposer différents groupes.

Depuis la fin de la guerre du Vietnam, la nécessité d'une formation plus politique, moins tournée vers l'action

directe immédiate, a amené l'introduction, notamment par le Mouvement pour une Nouvelle Société, de la technique de « Macro-Analyse » (voir dans ce même numéro l'article sur le Centre de Vie de Philadelphie).

Pour conclure ce rapide survol du mouvement non-violent américain, je ferai deux remarques personnelles :

● La notion de **résistance** qui, pour nous, évoque surtout la résistance au nazisme pendant l'occupation, est une notion très actuelle et très développée dans le mouvement américain. On veut vraiment transformer le système en lui **résistant**. Les insoumis de la guerre du Vietnam s'appelaient « resisters ». Cette résistance peut prendre des formes assez radicales, comme la destruction de biens matériels par les frères Berrigan, ou la publication dans « Win » (journal des non-violents) de textes expliquant comment saboter des bureaux de conscription : quelles machines faut-il détruire, à quels fichiers s'attaquer, etc. En quelque manière, il faut se mettre soi-même, personnellement, en travers du système pour tenter de le bloquer sur tel ou tel point. On rejoint par là le volontarisme dont il était question plus haut : c'est l'individu qui se bat contre le système... La comparaison avec le mouvement non-violent français serait intéressante à cet égard.

● Ma deuxième remarque concerne le peu de connaissance de la non-violence américaine par les non-violents français. Certes, les media en sont responsables puisqu'ils ont à peu près systématiquement caché le caractère ouvertement non-violent de tout le mouvement anti-guerre aux USA. Mais il est dommage que soit méconnue l'œuvre (et parfois même le nom) de quelques personnes ; bien sûr, on connaît les noms de King, Chavez, Joan Baez..., mais on ignore **A.J. Muste, Dave Dellinger, Dorothy Day, Gene Sharp, George Lakey**, et beaucoup d'autres. Leurs ouvrages constituent sans doute une des plus intéressantes réflexions sur la non-violence à l'heure actuelle dans le monde, et il serait dommage pour le mouvement non-violent français qu'il continue à les ignorer.

Transcription d'un entretien avec Pierre FABRE.

Remember MARTIN LUTHER KING !

« Lorsque j'ai appris la nouvelle, la même balle qui lui a ôté la vie a pénétré dans mon corps. Et j'étais Noir en revenant au monde. »

Evtouchenko

Il y a presque dix ans que Martin Luther King a été assassiné, et les adolescents d'aujourd'hui, en France tout au moins, ne savent déjà plus qui il fut, qui il reste. Dans mes déménagements successifs de ces dernières années, j'ai toujours gardé avec moi une photo du pasteur noir, et combien de fois me suis-je entendu demander : « Qui c'est ce Noir ? »

Pour ma part, j'avais à peine quatorze ans quand j'ai entendu parler pour la première fois du « Révérend King ». Je ne me souviens plus dans quelles conditions précises cela s'est produit, mais ce que je sais, c'est qu'à partir de l'année 1964, j'ai collectionné les coupures de presse et lu des livres qui évoquaient la situation et le combat des Noirs américains.

Le 19 mars 1966, Martin Luther King est venu donner une conférence à Lyon, invité par Pax

Christi et la Ligue des Droits de l'Homme. J'avais seize ans et ma mère hésitait à me laisser aller dans une pareille manifestation. Mais je me souviens avoir eu cette répartie, qui emporta le consentement maternel : « Laisse-moi aller, car je n'aurai jamais d'autre occasion de voir et d'entendre Martin Luther King : il sera sûrement tué bientôt ».

Je ne crois pas que la grande salle de la Bourse du Travail était pleine : quinze cents personnes, peut-être, se trouvaient là. King dit qu'il fallait que nous apprenions tous à vivre ensemble : « Noirs et Blancs, Juifs et communistes ». C'est idiot, mais le fait d'accoler « Juifs et communistes » m'avait étonné, choqué même, et c'est la seule chose précise que ma mémoire a retenue de son discours !

L'aspect physique du Prix Nobel de la Paix 1964 m'avait également surpris : on imagine toujours les héros grands, sveltes, beaux. Lui, au contraire, était assez petit de taille, un peu « empâté », et sa peau était plus « café au lait » que noire. Quand il quitta la salle, toute une escouade de Noirs l'entourait pour le protéger d'un danger possible, et tous s'engouffrèrent dans une grosse voiture, dans le meilleur style des films policiers américains. Plusieurs personnes, cependant, purent lui demander des autographes.

L'évocation de ces souvenirs personnels paraîtra peut-être déplacée à certains ; si je m'y suis laissé aller, c'est afin de dire combien la rencontre de Martin Luther King avait été importante dans ma vie. Les choix que j'ai faits dans l'orientation de mon existence, ont été bien souvent dominés par le souvenir de Martin Luther King. Aujourd'hui, jeune « ministre » de l'Eglise catholique, mon « modèle » d'animateur et de responsable de communautés chrétiennes reste le pasteur baptiste d'Atlanta.

C. D.



Un milieu aisé

Martin Luther King est né à Atlanta, Georgie, le 15 janvier 1929. Sa mère, Alberta Williams, institutrice avant son mariage, était la fille d'Adam Daniel Williams, pasteur pendant dix-sept ans de l'Eglise baptiste Ebenezer et pionnier de la résistance aux discriminations raciales (membre de la National Association for the Advancement of Coloured People, il avait lutté pour obtenir un collège secondaire pour les Noirs et fait boycotter un journal raciste). Son père, Martin Luther King Sr, était également pasteur, et il succéda d'ailleurs dès 1931 à Adam Williams dans la responsabilité de la paroisse.

Le milieu où Martin Luther allait grandir était donc celui d'une bonne classe moyenne ; il connut effectivement une enfance paisible (tout en étant très bagarreur et très émotif), imprégnée de morale évangélique. Martin Luther King a ignoré le ghetto

de la misère, les rats et la vermine qui étaient et restent le lot de plusieurs millions de Noirs américains, et il eut toutes les facilités pour entreprendre de bonnes études. Son père, fils d'un ouvrier asservi de plantation, avait su s'élever dans la société, acquérant à la fois une influence de responsable spirituel et une aisance matérielle certaine, et Martin Luther Jr savait qu'on attendait de lui une réussite analogue.

De fait, le jeune homme fit des études brillantes. En 1944, il entra au Morehouse College d'Atlanta, pensant devenir médecin ou avocat. Malgré le souhait de ses père et grand-père, il ne désirait pas devenir pasteur à son tour, se sentant mal à l'aise avec l'émotivité excessive qu'il percevait dans les églises réservées aux Noirs. Toutefois, l'enseignement de certains de ses professeurs qui étaient pasteurs lui prouva qu'une carrière religieuse pouvait être intellectuellement satisfaisante, et il finit par embrasser cette voie. Il fut ordonné dans le tem-

ple de son père à Atlanta en 1947, et nommé assistant de cette paroisse.

Toujours étudiant à Morehouse, Martin Luther King eut une activité très dense au sein de la National Association for the Advancement of Coloured People (N.A.A.C.P.), organisation créée en 1909. Car s'il bénéficiait d'une sécurité matérielle, il n'en connaissait pas moins l'insécurité morale qui frappait tous les « Negroes » et, comme son père, il voulait faire progresser la situation de ses frères de peau. Il quitta Morehouse en 1948, avec une licence de lettres, pour le Crozer Theological Seminary de Chester, Pennsylvanie, où il était l'un des six Noirs dans un groupe de cent étudiants. En 1951, il obtint une licence de théologie et décida de poursuivre des recherches à l'Université de Boston, tandis qu'il continuait à suivre des cours de philosophie à l'Université d'Harvard. A partir de 1953, il se consacra à la rédaction d'une thèse : « Comparaison de la conception de Dieu chez Paul Tillich et Henry Nelson

Wieman ». Il obtint le doctorat de troisième cycle de théologie systématique, en juin 1955.

Tout ceci pour dire que King possédait une solide érudition. Le théologien « social » Walter Rauschenbusch avait marqué sa pensée, ainsi que Henri-David Thoreau, Hegel, Tillich... et Gandhi. Il se définissait comme « personnaliste », et il ne faisait point de doute pour lui que l'Eglise devait jouer un rôle actif dans l'établissement de la justice sociale. Il avait également lu Marx, ce qui, dans les Etats-Unis de l'époque, n'allait pas de soi.

En 1952, Martin avait fait la connaissance de Coretta Scott, pédagogue de formation et chanteuse. Cela avait abouti à leur mariage, le 18 juin 1953, et en septembre 1954, tous deux s'installaient à Montgomery (Alabama), ville habitée par cinquante mille Noirs et quatre-vingt mille Blancs, où Martin Luther King prit la succession d'un « pasteur de choc », dans une des églises baptistes noires qui comptaient beaucoup de familles aisées et d'intellectuels.

Le boycott de Montgomery

Le 17 mai 1954, la Cour Suprême des Etats-Unis avait décrété que dans l'éducation, ce droit majeur de l'homme, la ségrégation était contraire à la Constitution. Il s'agissait d'un événement important, qui ouvrait une brèche dans le mur soigneusement élaboré du mépris racial ; mais l'intégration était encore loin d'être réalisée, surtout dans les Etats du Sud. Afin d'intéresser ses paroissiens aux problèmes de leur peuple noir, et surtout afin de les amener à faire pleinement usage de leurs droits civiques, King suscita très vite un comité d'action sociale et politique, et il invita les membres de la communauté à adhérer

à la N.A.A.C.P., qui avait été pour beaucoup dans la décision de la Cour Suprême. Mais c'est le 1^{er} décembre 1955 que se produisit l'événement qui allait orienter toute sa carrière de pasteur, et qui allait accélérer la marche des Noirs vers la « Terre Promise ».

Ce jour-là, en effet, une couturière noire de cinquante ans, Mme Rosa Parks, refusa de céder sa place assise dans l'autobus à un Blanc, comme les lois de l'Alabama le lui enjoignaient. La police l'interpella, et elle se serait retrouvée en prison si un témoin de la scène n'avait payé immédiatement sa caution. Martin Luther King fut averti et, scandalisé, il décida avec son ami le Pasteur Ralph Abernathy d'organiser le soir même une réunion au temple, avec tout ce que la communauté noire de Montgomery pouvait compter de membres influents : pasteurs, avocats, médecins, syndicalistes... Un syndicaliste ayant suggéré un boycott des autobus, l'idée fut discutée et, progressivement, adoptée. Les pasteurs annonceraient la décision à l'office du dimanche. Un tract serait distribué à la population de couleur. Le lundi 5 décembre, les Noirs ne devraient pas prendre l'autobus pour aller au travail, à l'école, à la ville !

Le lundi matin, chacun était anxieux : les Noirs prendraient-ils ou non l'autobus ? Ils ne le firent pas, et les conducteurs se promènèrent tout seuls, car les Blancs s'étaient eux-mêmes abstenus par crainte des troubles ! Les taxis, en revanche, étaient pleins, les rues étaient encombrées de bicyclettes et de piétons. On marchait. Certains, qui avaient quinze ou vingt kilomètres à effectuer pour se rendre à leur travail, marchèrent même beaucoup. Mais on souriait, on applaudissait, on s'interpellait. C'était la levée en masse de la piétaille ! La police aurait voulu ar-

rêter les meneurs... mais qui était meneur ?

Dans la journée, Mme Parks fut condamnée à dix dollars d'amende pour violation des lois locales de ségrégation. Le soir, une grande assemblée se tint. Martin Luther King, parlant après plusieurs orateurs, s'écria : « Nous en avons assez d'être maltraités et opprimés. Nous avons été trop patients. Une des gloires de la démocratie, c'est qu'elle donne au peuple le droit de protester. Nous le ferons, mais sans violence ni haine. L'amour du prochain sera notre règle ». Les applaudissements et les reprises en chœur de ses phrases l'interrompaient constamment. On décida que le boycott serait prolongé jusqu'à ce que des pratiques humiliantes cessent d'être imposées aux Noirs dans les autobus. On créa aussitôt une nouvelle organisation, l'Association pour le Progrès de Montgomery, et King en fut nommé président.

L'action dura trois cent quatre-vingt deux jours ! A maintes reprises, les autorités firent pression sur King pour qu'il mette fin au boycott. Le 26 janvier 1956, on l'arrêta sous le fallacieux prétexte d'excès de vitesse. Quatre jours plus tard, un attentat fut commis contre son domicile, manquant de déclencher une réaction noire violente, qu'évita de justesse King en faisant appel à la raison : « Ne vous affolez pas. N'utilisez pas vos armes. Pas de violence. Soyez bons avec vos ennemis. Ce que nous faisons est juste. Dieu est avec nous. » En mars, on intenta un procès au pasteur pour violation des lois anti-boycott, et il fut condamné à cent quarante jours de prison et cinq cents dollars d'amende.

Cette lutte, Martin Luther King l'a racontée dans **Combats pour la liberté**, livre où il nous fait partager ses émotions et celles de sa femme, au milieu des insultes et des menaces.

On trouve aussi dans ces pages les premiers développements de la pensée de King sur la non-violence, et particulièrement une distinction entre « Agape », amour de Dieu agissant sur le cœur humain, et « Eros » et « Philia » qui sont de l'ordre de l'affection intime. Le Noir doit aimer « d'agape » l'homme blanc, parce que ce dernier a besoin de son amour pour surmonter ses tensions, ses incertitudes et ses peurs. Gandhi insistait beaucoup sur « la force de Vérité » (« Satyagraha »), sur ce qui est authentique. King, lui, se référait surtout à la force de l'amour évangélique.

Pendant des mois, les Noirs unis comme ils ne l'avaient jamais été, s'entraidèrent ainsi pour des services de taxis bénévoles, permettant le transport quotidien de quarante deux mille personnes, ou s'encouragèrent les uns les autres à circuler à pied et à se tenir prêts à être jetés en prison. Au bord de la faillite, la compagnie d'autobus fut finalement obligée d'accepter la fin des mesures discriminatoires. Mais la victoire ne s'arrêtait pas là : Dès novembre 1956, la Cour Suprême des Etats-Unis avait déclaré inconstitutionnelles les lois imposant la ségrégation dans les transports ! Le 21 décembre, les Noirs purent ainsi prendre les autobus dans les mêmes conditions que les Blancs, sous la protection d'une loi anti-ségrégation. Pour eux, c'était la prise de la Bastille !

La S.C.L.C.

Dès lors, Martin Luther King allait apparaître comme le leader national du mouvement de résistance. En janvier 1957, les leaders noirs de dix Etats du Sud se rencontraient pour former l'organisation qui s'appellera Southern Christian Leadership Conference (S.C.L.C.), et King en fut élu président. Pour commencer, cette or-

ganisation décida de concentrer son attention sur la discrimination pratiquée dans les transports ailleurs qu'à Montgomery malgré la nouvelle loi, et l'accession des Noirs au droit de vote.

Figure de proue du mouvement noir, King parcourut, en 1957, des dizaines de milliers de kilomètres et prononça deux cent huit discours. On l'appelait « le nouveau Moïse » ou « le nouveau Gandhi ». Un thème revenait comme une obsession dans toutes ses allocutions : la défense des droits civiques. Et pour obtenir ces droits, proclamait-il, il fallait que les Noirs commencent par acquérir le respect d'eux-mêmes. Preuve de la popularité grandissante de King : en mars 1957, Kwame Nkrumah l'invitait aux cérémonies qui marquèrent l'indépendance du Ghana.

A son retour d'Afrique, la S.C.L.C. et la N.A.A.C.P.P. décidaient d'organiser un « pèlerinage de prières » à Washington, le 17 mai 1957, pour le troisième anniversaire de la décision de la Cour Suprême supprimant la ségrégation dans les écoles. Vingt-cinq à trente-mille Noirs et quelques Blancs, massés devant le mémorial de Lincoln, écoutèrent les orateurs qui réclamaient la fin de la séparation raciale. King fut ovationné. Un mois plus tard, il était reçu, en compagnie de Ralph Abernathy, par le vice-président Nixon. Puis, le 23 juin, c'était au tour du président Eisenhower de lui accorder une audience. Mais dans les deux occasions, on ne lui fit que des réponses très vagues, qui aboutirent à une loi affirmant le droit de vote des Noirs mais n'offrant guère d'espérance d'application immédiate. Le langage de King, lui, était ferme et exigeant :

« C'est de l'hypocrisie pour nos dirigeants de réclamer des élections libres... Nous voulons le droit de vote maintenant. Nous ne voulons pas d'une liberté qu'on nous servira avec une

petite cuiller pendant encore cent cinquante ans. Aujourd'hui, parce que les Noirs ne peuvent pas voter, le Parlement est dominé par des sénateurs et des représentants du Sud qui n'ont pas été élus régulièrement, légalement... Nous, gens du Sud, Blancs et Noirs, avons le devoir d'enlever la domination politique à une petite minorité qui empêche de fonctionner les institutions économiques de notre pays et ainsi dégrade et appauvrit chacun. »

En septembre 1958, mois de la sortie en librairie de « **Combats pour la liberté** », Martin Luther King fut insulté, brutalisé et arrêté par des agents de police. Il fut vite relâché, un inconnu ayant payé sa caution. Mais, peu après, une femme noire exaltée, que des campagnes de diffamation contre le pasteur avaient convaincue que celui-ci était communiste, lui planta un coupe-papier en acier dans la poitrine. La pointe s'arrêta tout contre l'aorte, et c'est miracle que King ne soit pas mort. Dans toutes les églises noires d'Amérique, une seule supplication s'éleva : « Seigneur, permets qu'il vive, mon Dieu ne le rappelle pas encore ». Martin Luther King percut dans cet attentat le climat de haine et de violence qui infectait une partie de la nation. Il ne garda évidemment aucune rancune envers son agresseur. Pendant sa convalescence, invité par Nehru, il se rendit avec sa femme en Inde, sur les traces de Gandhi, en pèlerinage.

Le progrès vers l'égalité raciale restait bien lent, surtout dans le Sud des Etats-Unis. Presque partout, on se contentait de gestes symboliques, par exemple quelques élèves noirs dans une grande école qu'on proclamait « intégrée ». De ce fait, la patience des Noirs était mise à rude épreuve, et à partir de 1959, les Musulmans Noirs, qui refusaient de faire appel, comme King, à la conscience des

Américains blancs et prônaient la violence, commencèrent, sous la direction d'Elijah Muhammad et surtout de Malcolm X, cette autre grande figure de l'Amérique Noire, à acquérir une large audience, surtout dans les ghettos noirs des grandes villes du Nord.

A la fin de 1959, les King quittaient Montgomery, où Martin Luther, étant donné ses fonctions à la tête de la S.C.L.C., ne pouvait plus assurer un service pastoral normal, et ils rejoignirent Atlanta.

Sit-ins et voyages de la liberté

Montgomery avait été le premier épisode de la révolte noire. Greensboro fut le deuxième. Dans cette ville de Caroline du Nord, autre Etat des plus racistes des U.S.A., quatre étudiants noirs s'installèrent, le 1^{er} février 1960, dans un buffet réservé aux Blancs et refusèrent d'en partir. Une station de radio transmit l'information. Aussitôt, des dizaines d'étudiants vinrent en renfort à leurs camarades : les « sit-ins » venaient de faire leur apparition comme tactique de masse.

Ce mouvement allait s'étendre à plus de cent villes et mobiliser soixante-dix mille protestataires. Injurés, les manifestants restaient silencieux. Frappés, ils ne rendaient pas les coups. Même quand des jeunes Blancs s'amusaient à tirer les cheveux des filles noires ou à écraser des cigarettes allumées sur leur cou, celles-ci ne répondaient pas. Tous priaient et supportaient tout dans la dignité. Il y eut des centaines d'arrestations. Le mot d'ordre des non-violents était : « Rappelez-vous l'enseignement de Jésus-Christ, de Gandhi et de Martin Luther King. Rappelez-vous l'amour du prochain et la non violence ». Martin Luther King n'avait pas été directement à l'origine de cette action, mais

il allait d'un lieu à un autre, soutenant les résistants, se joignant à leurs démonstrations, se faisant arrêter avec eux. Il expliquait : « Pour que la résistance non violente ait un sens, il faut que cela soit dirigé vers la réconciliation. Notre but final est la création de la communauté d'amour fraternel. Les tactiques non violentes sans l'esprit de la non violence peuvent devenir une sorte de violence ». Cette forme de lutte contre la ségrégation permet d'accomplir à un rythme accéléré l'intégration dans les restaurants, sur les plages, dans les piscines, dans les bibliothèques, dans les églises...

En 1960 toujours, des jeunes de la S.C.L.C. organisaient un groupe distinct pour l'action, et ils l'intitulaient « Comité des Etudiants Non Violents » (S.N.C.C. ou Snick), groupe qui, sous l'impulsion notamment de Stokely Carmichael, allait évoluer cinq à six ans plus tard en s'éloignant de la non violence. C'est l'année aussi où King fut accusé de fraude fiscale, accusation dont il fut lavé mais qui le toucha beaucoup moralement. Le leader insistait toujours plus sur la non violence et l'amour du prochain, méditait toujours plus sur la croix du Christ et sur la croix que le disciple du Christ devait porter. Il en faisait le thème principal de ses sermons, dont plusieurs ont été publiés dans le recueil « **La force d'aimer** ».

Arrivèrent des élections présidentielles. Un mois avant, en octobre 1960, King était encore en prison. Ses amis intervinrent auprès des candidats. Nixon, le candidat républicain, refusa de s'y intéresser. Mais le candidat démocrate, John F. Kennedy, eut l'heureuse idée de téléphoner à Coretta King, et son frère Robert intervint auprès du juge qui tenait Martin incarcéré. De ce fait, beaucoup de Noirs appuyèrent la candidature de Kennedy, au point que l'on a dit que deux coups de téléphone avaient suffi pour

lui donner la mince majorité dont il bénéficia !

En mai 1961, un nouveau type d'action fut inauguré par treize membres du Congrès pour l'Egalité Raciale (C.O.R.E.), une organisation nouvelle. Ceux-ci, six Blancs et sept Noirs, entreprirent un voyage en bus dans le Sud pour témoigner de la persistance de la discrimination raciale, ce qui leur valut le nom de « voyageurs de la liberté ». Le périple dura vingt-cinq jours. Il fut une longue suite d'agressions et d'émeutes de la part des ségrégationnistes, que la police laissait faire : des voyageurs furent rossés, des cars brûlés. Martin Luther King en rendit responsable le gouverneur de l'Alabama, ajoutant : « La loi est incapable de faire qu'un homme ait de l'amour pour moi, mais elle peut empêcher cet homme de me lyncher ». L'objectif de l'action, cependant, fut atteint : le 22 septembre 1961, la Commission du Commerce Inter-Etats interdisait toute discrimination dans les transports routiers entre Etats.

Mais il fallait continuer à se battre. Dans la ville d'Albany, en Georgie, depuis le printemps 1961, les étudiants noirs étaient en effervescence. De grandes manifestations contre la discrimination se multipliaient dans les rues, aboutissant à des centaines d'arrestations. Une compagnie d'autobus boycottée fit faillite, mais la municipalité refusait de céder en quoi que ce soit. King décida d'entrer en lice. Le 16 décembre 1961, il était arrêté sous l'inculpation « d'obstruction à la circulation et de participation à une manifestation non autorisée ». Libéré deux jours après, il était à nouveau incarcéré le 10 juillet 1962 et relâché le 12, un inconnu ayant payé l'amende qui lui avait été infligée. Le 27 juillet, troisième arrestation pour avoir « obstrué la circulation et troublé l'ordre public » au cours d'une veillée de prière à l'hôtel de ville. De

sa prison, dont il n'allait sortir, cette fois, que le 10 août, il écrit : « Tous les travailleurs noirs reçoivent moins que le salaire minimum garanti par le gouvernement fédéral, sauf ceux qui travaillent dans les installations militaires. L'esclavage économique, voilà le but de cette espèce de ségrégation ».

Les autorités refusant de céder, des jeunes Noirs commencèrent à répondre aux attaques de la police par des jets de pierres et de bouteilles. Albany allait-elle s'enflammer ? King prit peur... et décida l'arrêt des manifestations, quittant la ville. Pour la première fois de sa carrière, il était perdant. Les Noirs américains furent consternés. On crut un moment que la non-violence avait vécu.

Les enfants de Birmingham

Le pasteur, qui venait de réaliser les limites humaines que l'épaisseur du monde imposait à ses rêves ne s'avoua pas vaincu. Il médita, reprit des forces, et le 16 octobre 1962, reçu à la Maison Blanche par le président Kennedy, sa parole éclata comme un coup de tonnerre : « L'horloge de l'histoire approche de minuit, dit-il. Il faut que le Président affirme que la ségrégation raciale dans les services publics est illégale. Il faut qu'il lance une seconde Proclamation de l'Émancipation ». On approchait, en effet, du centenaire de la Proclamation de Lincoln qui, en pleine guerre de Sécession avait décidé que les trois millions cent vingt mille esclaves que comptaient les États-Unis seraient libres à partir du 1^{er} janvier 1863. Kennedy, avec amabilité mais prudence, éluda les problèmes. En sortant du bureau présidentiel, Martin Luther King avait compris qu'il fallait descendre encore dans la rue.

Le principe d'une action directe fut

donc mis au point par King et ses collaborateurs. Le théâtre des opérations serait Birmingham. L'idée qui dominait était celle-ci : il fallait créer une crise, troubler l'ordre public par la multiplication de manifestations, pour ne pas se trouver les mains vides lors des négociations. L'opération fut montée pendant plusieurs mois. King parcourut les villes voisines, laissant filtrer quelques bruits pour que la foule se tienne prête. Le 3 avril 1963, enfin, le pasteur dévoila ses batteries en empruntant ses références au niveau le plus élevé : « A Birmingham, s'écria-t-il, il faut que Pharaon laisse aller le peuple de Dieu ». King mettait la Bible du côté des Noirs ! Il y avait d'un côté l'opresseur égyptien, le Blanc du Sud, de l'autre le peuple béni, le peuple humilié que de longues tribulations avaient conduit en esclavage mais qui, aujourd'hui, redressait la tête. Les flots de la mer Rouge devaient s'écarter : ainsi l'exigeait Moïse-King !

Dans un manifeste, King appela les citoyens de Birmingham à former une « communauté d'amour » et à se joindre tous, Noirs et Blancs, aux militants non-violents dans les cortèges qui devaient sillonner la ville. Malheureusement, les Blancs se tinrent tous sur la défensive, et les Noirs eux-mêmes hésitèrent à s'engager dans une nouvelle aventure après l'échec d'Albany. Les premiers jours d'avril se passèrent en escarmouches. Le 7, policiers et manifestants s'affrontèrent. Le responsable local de l'ordre, Eugène « Bull » Connor ne craignait pas, en effet, d'étaler la force la plus brutale. Le vendredi saint, Martin Luther King, Ralph Abernathy et une quarantaine de Noirs se dirigèrent en cortège vers le centre de la ville. A leur passage, des spectateurs tombaient à genoux tandis que la foule criait : « La liberté est venue à Birmingham ! ». Connor fit cerner le petit groupe. Arrêté, King fut mis au se-

cret dans une cellule obscure, où il resta quatre jours. Huit ecclésiastiques blancs lui envoyèrent une lettre de désaveu, à laquelle il répondit par la célèbre « Lettre d'une prison de Birmingham » :

« Depuis des années j'entends dire : Attendez. Ce mot pour nous, les Noirs, a presque toujours été synonyme de « Jamais ». Mais si vous voyiez la populace haineuse lyncher vos parents, noyer vos frères et sœurs au gré de sa fantaisie, et d'affreux policiers, l'injure à la bouche, rouer de coups et même tuer impunément vos frères de race ; si vous voyiez l'immense majorité des vingt millions de vos compatriotes noirs étouffer dans la misère... vous comprendriez qu'il nous est difficile d'attendre.

« Vous nous reprochez d'enfreindre les lois. Comme saint Augustin, je pense qu'une loi injuste n'est pas la loi. Rappelez-vous les compagnons de Daniel refusant d'obéir aux lois de Nabuchodonosor et qu'en Allemagne sous Hitler il était illégal de venir en aide à un Juif.

« (...) Vous affirmez que nos actions sont condamnables parce que, si pacifiques soient-elles, elles provoquent la violence. Est-ce logique ? Ce serait donner raison à ceux qui ont condamné Socrate, à ceux qui ont condamné Jésus.

« Les opprimés ne peuvent rester opprimés éternellement. Le Noir américain a subi l'influence de ses frères noirs d'Afrique, de ses frères d'Asie qui obtiennent à présent l'indépendance. (...). Sans la non-violence les rues dans le Sud seraient jonchées de cadavres. Jésus était un extrémiste de l'amour. C'est de cet extrémisme là que le Sud a besoin. »

Libéré sous caution, King reprit la tête du mouvement. Celui-ci, cependant, était en train de s'enliser. Alors

le pasteur accepta une responsabilité écrasante. Plusieurs milliers d'écoliers noirs étaient prêts à entrer en action. Enthousiastes, ils n'attendaient qu'un signal pour débouler dans les jambes des policiers. Mais ils risquaient la mort, des blessures. Matraques, chiens policiers et lances à incendie avaient déjà causé des ravages chez les adultes : Martin Luther King pouvait-il oser réclamer un holocauste ? Il se recueillit. Il essaya de prier, mais n'y parvint pas. Certains de ces enfants n'avaient pas dix ans, quelques-uns en avaient six ou sept... Martin redressa la tête, sa voix ne tremblait plus, il acceptait déjà tout le poids, la responsabilité, les accusations : « Demain, dit-il, les gosses descendront dans la rue ».

Le jeudi 2 mai, ils descendirent par centaines, chantant et avançant à pas rythmés dans les rues, dévalant vers le centre de la ville. La police en arrêta près de mille, puis attaqua les manifestants avec les lances et les chiens. On avait rarement vu d'aussi gros chiens mordant d'un tel appétit dans la chair de si petits enfants. Les photographes de presse n'en croyaient pas leurs objectifs. Journaux et télévision firent voir la scène à toute l'Amérique. De tout le pays, on s'émut et des pressions furent faites sur les autorités de Birmingham. Un accord fut alors signé le 10 mai : il promettait la fin de la ségrégation dans les lieux publics, le recrutement de personnel noir dans les entreprises, la libération des prisonniers, la création d'un comité paritaire de relations humaines. Martin Luther King demanda aux Noirs de passer de la protestation à la réconciliation. Eugène Connor, candidat à la mairie, ne fut pas élu : son règne avait pris fin. King a raconté cette lutte dans « **Révolution non violente** ».

« I have a dream »

Dès le lendemain, en réponse à cette nouvelle victoire, des extrémistes blancs lancèrent quelques bombes, qui firent s'embraser la ville pendant une nuit (incendies de voitures et de magasins). Les troubles s'apaisèrent heureusement à l'aube, mais ils avaient montré que la tentation de l'émeute était là, et qu'il ne fallait pas grand-chose pour qu'elle éclate. King risquait d'être dépassé, même si, après le succès de Birmingham, c'était bien une mer humaine qui se portait vers lui et l'acclamait. Pour l'écouter, on allait s'écraser à Los Angeles comme à Chicago, et les deux « Marches de la Liberté » qu'il présida, celle de Détroit et celle de Washington, rassemblèrent respectivement cent vingt-cinq mille et deux cent cinquante mille manifestants.

Le 11 juin 1963, John Kennedy venait enfin à la rescousse de King : « Cent ans se sont écoulés depuis que le président Lincoln a libéré l'esclavage, s'écria-t-il, et pourtant leurs héritiers ... ne sont pas encore libérés des chaînes de l'injustice. Nous prêchons la liberté dans le monde et nous sommes sincères... allons-nous dire que notre patrie est le pays des hommes libres sauf pour les Noirs ; que nous n'avons pas de citoyens de second ordre, sauf les Noirs ? » Martin Luther King avait atteint les cimes. Les Noirs dans leur majorité lui témoignaient leur confiance, et des Blancs aussi. Il avait trente-quatre ans seulement, et autour de lui, le vent de l'Histoire soufflait en rafales.

Le 28 août 1963, pour célébrer l'anniversaire du centenaire de l'abolition de l'esclavage, la S.C.L.C. avait organisé une marche qui se termina devant le monument de Lincoln à Washington. Deux cent cinquante mille personnes étaient là, dont soixante

mille Blancs. C'est à cette occasion que Martin Luther King délivra son inoubliable discours : « I have a dream », « Je fais un rêve ». Sa femme, Coretta, a raconté cet instant où le leader des droits civiques avait retrouvé le style et la flamme de la grande prédication baptiste : « Quand il en arriva au passage scandé où il exigeait la liberté **maintenant**, du travail **maintenant**, la foule saisit le rythme et se mit à crier **maintenant** en cadence. La réaction de la foule fit naître en Martin une vague d'émotion qui l'entraîna vers de nouveaux sommets d'inspiration. Renonçant au discours écrit, oubliant les limites du temps, il parla du cœur et sa voix monta, magnifique, sur la foule énorme, monta vers le monde entier. Nous avons tous eu l'impression ce jour-là que les paroles qui sortaient de la bouche de Martin venaient de plus haut pour se déverser sur ce peuple las devant lui. Oui, le Ciel lui-même s'est ouvert et nous en avons tous parus transformés ».

Tout le texte serait à citer (en anglais, surtout, car c'est bien dans cette langue qu'il est le plus beau !). En voici un aperçu :

« Je vous le dis mes amis, malgré toutes les difficultés qui nous attendent aujourd'hui et demain, je fais encore un rêve. C'est un rêve profondément enraciné dans le rêve américain : un jour, cette nation se lèvera pour vivre selon le sens véritable de son credo — nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes — que tous les hommes sont nés égaux.

« Je rêve qu'un jour, sur les collines rouges de Georgie, les fils d'anciens esclaves et les fils d'anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité...

« Je rêve que mes quatre petits enfants vivront un jour dans un pays où ils ne seront pas jugés sur la couleur de leur peau mais sur la qualité

de leur personnalité. Je fais un rêve aujourd'hui !... »

Quelques jours plus tard, une bombe jetée dans un temple baptiste tua à Birmingham quatre petites filles et en blessait vingt-et-une. Quelques mois après, le 22 novembre, John Kennedy était assassiné. Où était le rêve de Martin Luther King ? Le magazine TIME le proclamait cependant « l'homme de l'année 1963 », une année où il y avait eu neuf cent trente manifestations dans au moins cent quinze villes du Sud, où il y avait eu trente-cinq plastiquages, où Martin Luther King avait été parmi les quelques vingt et un mille personnes arrêtées dans les Etats du Sud, tandis que quelques progrès étaient apparus en direction de l'intégration et des droits des électeurs, et que des comités paritaires poursuivaient des négociations dans plus de cent localités.

Moïse abandonné

Kennedy mort, en était-ce fini des espoirs des Noirs américains ? Lyndon B. Johnson poursuivit, heureusement, les efforts de son prédécesseur, et le 2 juillet 1964, une nouvelle loi sur les droits civiques était votée. Ce texte s'attaquait à la non-participation politique des Noirs, interdisait la discrimination dans les lieux publics, faisait désormais relever les infractions du ministère fédéral de la justice et non plus des juridictions locales, et créait une commission pour étudier les cas de discrimination dans le travail. Aucune loi n'était allée jusqu'à présent aussi loin dans le sens de l'égalité raciale. Pourtant, au même moment, des émeutes noires éclataient un peu partout : New-York, Jersey-City, Dixmoor, Philadelphie... Les jeunes des ghettos des grandes villes américaines du Nord, en effet, avaient dépassé la frontière du désespoir. Ils n'avaient

ni passé ni avenir : ils se jetaient dès lors dans la violence la plus aveugle.

En septembre 1964, King était invité par Willy Brandt à Berlin, et il était reçu en audience par le pape Paul VI. A son retour, il soutenait la candidature de Johnson à la présidence des Etats-Unis... et apprenait son élection pour le prix Nobel de la Paix, qu'il allait recevoir à Oslo le 10 décembre 1964.

Par l'intermédiaire du Prix Nobel, Martin Luther King devenait pour le monde entier le symbole de cette révolte noire qu'il était déjà pour le Sud des U.S.A., le symbole de la lutte pour la justice par des moyens non-violents. Mais si sa célébrité faisait le tour de l'univers... elle était en train de mourir aux portes des quartiers misérables des métropoles du Nord, dont les habitants entendaient déjà un autre rêve : celui du « Black Power », celui d'une Amérique sans les Blancs.

Dans la plupart des villes industrielles du Nord et de l'Est, la main-d'œuvre noire, fuyant le Sud pour trouver des conditions de vie plus humaines, s'était entassée dans des quartiers qui avaient vite ressemblé à l'enfer. Education au rabais. Pas ou peu de formation professionnelle. Des débouchés en quantité très limitée. Très fort chômage. Revenus inférieurs. Généralisation de l'assistance sous ses pires formes. Conditions sanitaires critiques. Très forte densité. Dégradation de la vie familiale... Au bout, que pouvait-il y avoir, sinon la révolte ? Que pouvait-il y avoir, sinon une haine accumulée contre les Blancs, même si, à la différence du Sud, il n'y avait pas, dans le Nord, de lois racistes ?

En mars 1965, Martin Luther King remporta son dernier succès avec la marche de Selma à Montgomery. Le gouverneur Wallace, de l'Alabama, ne voulait pas abandonner sa politique ségrégationniste, malgré les directives

gouvernementales. Une première marche de protestation fut donc organisée, mais elle fut brutalement arrêtée par la police locale, qui fit soixante blessés parmi les manifestants. Martin Luther King lança alors un appel à tous les partisans des droits civiques pour recommencer, en masse cette fois. Le 21 mars, trente cinq mille « pèlerins » rejoignirent Montgomery ! Toutefois, King, proposant un boycott national des produits de l'Alabama, ne fut pas suivi. Pire ! il devenait à présent évident que les jeunes Noirs doutaient désormais des possibilités de l'action non-violente, et ils étaient de plus en plus nombreux à se tourner vers la réaction violente à l'injustice, en se réclamant du « Black Power », le « Pouvoir Noir ». Alors que la non-violence avait permis des changements progressifs dans le Sud, les conditions avaient empiré dans le Nord, où la misère économique rejetait les Noirs encore plus que des lois racistes ne pouvaient le faire. Ayant reconnu la réalité des ghettos du Nord, King se trouva tout à coup en face d'une Amérique Noire qui lui échappait et qui risquait de sombrer dans le meurtre. Moïse était abandonné ; il n'apparaissait plus que comme un « bourgeois moraliste », un « oncle Tom » manié et téléguidé par le pouvoir blanc, et les émeutes allaient embraser l'Amérique pendant quelques années...

La radicalisation... et la mort

Martin Luther King avait conscience de tous les espoirs qui avaient été mis en lui, et il ne voulait pas décevoir. Aussi fit-il l'apprentissage des ghettos noirs, quand bien même il s'apercevait qu'on l'écoutait moins. Progressivement aussi, il découvrit que le mal n'était pas seulement dans les cœurs, pas seulement dans les institutions, mais qu'il était également dans les

choix politiques. Jusqu'ici, il avait cru au « système » américain : il commençait à présent à le critiquer. C'était tout le système qui était empreint de racisme, un système subtil et quotidien.

En 1966, Martin et Coretta King s'installèrent dans un quartier noir de Chicago. D'une église, le pasteur fit une union pour abolir les taudis. Suivant l'exemple de Danilo Dolci en Sicile, il rassembla des chômeurs pour restaurer des logements inhabités. Le propriétaire le fit poursuivre en justice. Il organisa une grève des loyers avec des locataires exploités. Les classes supérieures s'indignèrent : il avait touché au sacro-saint droit de propriété ! Il aggrava son cas en proposant au maire des mesures qui furent qualifiées de socialistes : construction de logements sociaux dispersés dans la cité, amélioration des transports, augmentation de 100 % du budget scolaire pour des écoles vraiment intégrées... S'adressant au gouvernement fédéral, il réclama un revenu annuel minimum garanti par tête, des lois interdisant la ségrégation pour les ventes et locations de logements, l'augmentation des subventions pour l'éducation, les services sanitaires et sociaux... Il voulait que la République fasse pour ses anciens esclaves ce qu'elle avait fait pour ses anciens combattants. Toutefois, toutes ces initiatives ne rencontrèrent que peu d'échos.

Au début, les militants du Black Power refusèrent de collaborer avec King comme celui-ci le souhaitait malgré les divergences ; mais devant ses efforts, ils finirent par accepter. King glorifia avec eux le pouvoir créateur du Noir, faisant imprimer sur des milliers d'affiches « Black is beautiful ». Puis, le 4 avril 1967, il lançait une « Déclaration d'Indépendance à l'égard de la guerre du Vietnam », faisant valoir que cette guerre empêchait tout

effort sérieux contre la misère aux U.S.A. et dans le monde, et que surtout, elle était un acte criminel.

Pendant l'été 1967, Martin Luther King se rendit encore à Cleveland apporter son soutien à Carl Stokes, un Noir candidat à la mairie. Mais celui-ci, craignant de perdre quelques électeurs blancs... refusa de le rencontrer. Stokes fut cependant élu.

Les émeutes, pendant ce temps, continuaient. Le pasteur proposa des moyens non-violents de protestation : « Bloquer le fonctionnement d'une cité sans destruction est plus efficace qu'une émeute. Cela obligera l'administration et le Parlement à chercher des remèdes plus radicaux que des mesures de police ». On ne l'écoula pas. Ne désespérant pas, Martin Luther King, alors qu'il était une nouvelle fois emprisonné à Birmingham avec d'autres leaders, commença à préparer avec ceux-ci l'organisation d'une « Marche des Pauvres » de tout le pays vers Washington pour le printemps 1968. Sa foi dans la non-violence restait entière : « Dans un monde dont la culture et l'esprit sont tellement en retard sur la capacité technologique, au point que nous vivons chaque jour au bord de l'anéantissement nucléaire, la non-violence n'est plus un choix pour l'analyse intellectuelle : c'est un impératif pour l'action. » Signe de sa radicalisation, il fit un discours à New-York, à la mémoire de W.C.B. Du Bois, Noir américain éminent, devenu communiste, et mort, exilé volontaire, au Ghana. Le 31 mars 1968, à la cathédrale épiscopale de Washington, il accusait : « On a libéré les Noirs, mais on ne leur a pas donné de quoi se payer le car jusqu'à la maison ».

C'est alors que, tout en préparant la « Marche des Pauvres », Martin Luther King alla participer aux manifestations des éboueurs grévistes de

Memphis (Tennessee). Depuis huit semaines, ceux-ci, dont une majorité de Noirs, étaient en grève, et il y avait eu des violences : mort d'un jeune homme tué par la police, arrestations en grand nombre. Les leaders se demandaient s'il fallait tout arrêter ou continuer. King vint donc, pour marcher avec les travailleurs dont la dignité était en cause. Le soir du 3 avril, il parla au temple maçonnique de la ville : « Comme tout le monde, j'aimerais vivre une longue vie. La longévité, c'est appréciable. Mais ce n'est pas à cela que je pense maintenant. Je veux seulement faire la volonté de Dieu. Il m'a permis de monter sur la montagne. J'ai regardé au-delà et j'ai vu la Terre Promise. Il est possible que je ne l'atteigne pas avec vous, mais je veux que vous sachiez ce soir que nous, comme peuple, nous atteindrons la Terre Promise. (...) Mes yeux ont vu la gloire de la venue du Seigneur ».

Le lendemain en fin d'après-midi, Martin Luther se trouvait sur le balcon de sa chambre d'hôtel. Il appela un ami qui était sur le trottoir : « Bien entendu, tu joues "Seigneur, prends ma main" ce soir à la réunion. Joue-le bien, pour moi ». A ce moment, on entendit un coup de feu. King eut la gorge trouée. Il mourut une heure plus tard.

Près de dix ans après, comment peut-on juger l'action de Martin Luther King ? Le principal résultat de son combat se situe au plan législatif : les Noirs peuvent en appeler maintenant à l'arsenal des textes fédéraux, et la ségrégation n'est plus légale nulle part aux U.S.A. Fait aussi important : pendant une dizaine d'années, la communauté noire américaine s'est mobilisée autour d'une même stratégie ; elle a fait bloc, elle a pris en main son destin comme jamais auparavant. Certes, King s'est vu abandonné dans les dernières années de sa vie par toute une partie de son peuple, parce qu'il avait

trop tardé à faire une analyse politique de la société américaine et qu'il n'avait pas pris conscience assez tôt de la réalité des ghettos du Nord. Certes, son milieu et sa formation en avaient plus fait « un réformiste de centre-gauche » qu'un révolutionnaire, et ce n'est vraiment qu'à partir de 1967, avec la guerre du Vietnam, qu'il réalisa que « son rêve » ne s'harmonisait pas avec la société d'un John Kennedy ou d'un Lyndon Johnson ; les textes qu'il a publiés dans « **Où allons-nous** » et « **La seule révolution** » témoignent de son évolution. Mais, d'une part, il n'est pas certain que le Martin Luther King « politisé » de 1968 eut pu réaliser ce que le « Martin Luther King-Moïse » des années 1955-1964 a pu faire par son pouvoir charismatique et religieux. D'autre part, qui, depuis, a pu faire mieux que lui ? Le Black Power, après des débuts retentissants, s'est progressivement tu, et les « Panthères Noires » elles-mêmes en sont venues à préférer des actions sociales à une lutte armée impossible...

King a été le levier qui a soulevé la communauté noire et l'a mise dans la rue pour le juste combat. Il a montré que la non-violence active pouvait gagner. Et puis, il a été « l'Eglise en action » pour la libération des exclus, ouvrant sans nul doute de nouveaux chemins au Christianisme. Remember Martin Luther King ! Souvenez-vous de Martin Luther King !

Christian DELORME.

BLIBLIOGRAPHIE SUR MARTIN LUTHER KING :

- Lerone BENNET, **L'homme d'Atlanta : Martin Luther King**, Ed. Casterman, Paris, 1966.
- J.-C. BOFFARD, **James Baldwin se souvient de Martin Luther King**, ESPRIT, n° de janvier 1971.
- F. BONFY, **Frantz Fanon ou Martin Luther King ?**, PREUVES, n° de mai 1968.
- CAHIERS DE LA RECONCILIATION, **Martin Luther King**, n° spécial d'avril 1969.
- CASAMAYOR, **Martin Luther King**, ESPRIT n° 5, 1968.
- Jean-Michel CHARLIER et Pierre DEMARET, **La mort de Martin Luther King**, HISTOIRE POUR TOUS, n° de février 1977.
- Bruno CHENU, **Dieu est noir** (Histoire, religion et théologie des Noirs américains), Ed. du Centurion, Paris, 1977.
- CHRISTIANISME SOCIAL, **Martin Luther King à Paris**, n° de janvier-février 1966.
- Pierre-Réginal CREN, **Mohandas K. Gandhi et Martin Luther King**, CONCILIUM n° 69, 1971.
- Gérard GAUDRAULT, **L'engagement de l'Eglise dans la révolution, d'après Martin Luther King**, Ed. du Cerf, 1971.
- Hubert GERBEAU, **Martin Luther King**, Ed. Universitaires, 1968.
- Coretta Scott KING, **Ma vie avec Martin Luther King**, Ed. Stock.
- Thomas MERTON, **La révolte noire**, Ed. Casterman.
- Hans-Georg NOACK, **L'insurrection pacifique de Martin Luther King**, Ed. Alsatia, Paris, 1967.

OUVRAGES DE MARTIN LUTHER KING :

- **La force d'aimer**, Ed. Casterman, 1964.
- **Révolution non violente**, Ed. Payot, 1965.
- **L'Eglise dans un monde en révolution** (Conférence à Paris), CAHIERS DE LA RECONCILIATION, n° de janvier 1966.
- **Où allons-nous**, Ed. Payot, 1968.
- **La seule révolution**, Ed. Casterman, 1968.
- **Combats pour la liberté**, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1968.

La lutte non-violente contre la guerre du Vietnam

“Le Peace Movement” (1965-1975)

Il est inutile de rappeler ici ce que fut la guerre du Vietnam ; achevée depuis deux ans et demi, elle a laissé dans toutes nos mémoires son cortège de massacres, de destructions massives, d'atrocités... Ce qu'on ignore en revanche assez généralement en Europe, c'est l'ampleur du mouvement qui, aux Etats-Unis mêmes, chercha à arrêter la guerre. Ce mouvement n'ayant, à quelques exceptions près, utilisé que des moyens non-violents dans sa lutte, il est intéressant de savoir plus précisément ce que fut cette action, ses moyens, ses buts, son organisation... Quant à son efficacité, il est difficile de la mesurer : le débat reste ouvert entre ceux qui pensent qu'il a joué un rôle non négligeable dans la décision américaine de se sortir enfin du guêpier vietnamien et ceux qui estiment que seules des considérations de politique internationale et la résistance inlassable du peuple vietnamien obtinrent ce résultat.

En attendant que les historiens tranchent cette question, il n'est pas sans intérêt, pour les non-violents européens, de connaître au moins dans ses grandes lignes l'action menée pendant dix ans par ceux qui, aux USA,

se réclament de la non-violence active, et d'essayer d'en tirer des leçons.

Bien que l'implication américaine dans le conflit vietnamien soit ancienne, c'est surtout en 1965 qu'elle prit un caractère massif et devint évidente pour l'ensemble de l'opinion : en 1964, il y avait eu 23 600 soldats US au Vietnam ; en 1965, il y en aura 180 000 ! Rien d'étonnant donc à ce que le mouvement d'opposition à cette guerre ne démarre vraiment qu'en 1965. Il est vrai que, dès la fin de 1964, diverses organisations et personnalités avaient lancé un premier appel à la désertion et à la désobéissance civile ; mais il faut attendre le 17 avril 1965 pour voir la première grande manifestation nationale contre la guerre du Vietnam : une marche sur Washington organisée par le SDS (Etudiants pour une société démocratique). Dès ce coup d'envoi, la tonalité unitaire est donnée : pour la première fois et au grand scandale de beaucoup, même la participation des communistes est acceptée. Ce sera une constante du mouvement de ne faire aucune exclusive contre qui que ce soit, à partir du moment où il partage l'objectif commun : « end the war ».

Cet esprit unitaire sera concrétisé au cours de l'été 65 par la création du « Comité national de coordination pour finir la guerre du Vietnam ». Ce comité rassemble des libéraux, des pacifistes, des communistes, des membres de la gauche traditionnelle et de la « nouvelle gauche » ; unité qui n'allait pas de soi, et qui sera grandement facilitée par la personnalité de celui qui devient le président de ce comité, A.J. MUSTE, vieux militant pacifiste et socialiste, unanimement respecté. En octobre, ce comité parvient à réunir déjà 50 000 personnes à New York, inaugurant ainsi une série de manifestations qui rassembleront des foules de plus en plus nombreuses.

La Résistance.

Une habitude sera rapidement prise dans toutes ces manifestations, grandes ou petites : celle de brûler en public des papiers militaires. Cet acte de désobéissance civile prend des proportions importantes, malgré la loi qui prévoit jusqu'à 5 ans de prison. Il est en effet présenté comme une véritable déclaration de refus du service militaire pour tous les jeunes

qui n'ont pas encore été « appelés ». Car dès le début, le mouvement anti-guerre eut à cœur de ne pas s'en tenir à des manifestations de protestation, et d'organiser le plus concrètement possible la **résistance** à la conscription : des « conseils » sont créés où les jeunes peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires, y compris pour désertier à l'étranger, où des réseaux d'accueil sont organisés ; une propagande systématique est faite devant les centres de recrutement, les officiers recruteurs sont expulsés des campus, etc... Tout cet ensemble d'actions tendant à soustraire le maximum de jeunes au charnier vietnamien prend le nom de « résistance » ; et les déserteurs, insoumis, objecteurs divers sont appelés « résistants » : les résistants. Ce mouvement prendra rapidement de l'ampleur : en 1965, il y eut 350 jeunes devant la justice pour refus de service militaire ; en 1969, il y en eut 350 **par mois**. Le nombre des déserteurs qui échappent à la justice atteint 73 121 en 1969 et 89 088 en 1970, d'après les chiffres officiels.

En 1967, les « resisters » continuent à brûler des papiers militaires, mais inaugurent aussi la tactique qui consiste à organiser des renvois massifs de ces papiers : le 3 octobre, plus de 1 500 hommes simultanément renvoient au gouvernement ces papiers nécessaires à leur mobilisation ; le 4 décembre, 475 de plus, et le 3 avril 1968, ils seront à nouveau 630 à accomplir collectivement ce geste de désobéissance civile.

Que ces actions se fassent souvent sans l'étiquette « non-violente » n'empêche pas qu'elles le soient en fait ; tirant les conclusions de cette influence de la non-violence dans l'ensemble

du mouvement, le CNVA (Comité pour l'action non-violente) décide de se dissoudre et de se fondre dans la Ligue des Résistants à la Guerre.

La publication en 1970 des « papiers du Pentagone » révélera que le développement quantitatif de cette résistance inquiéta beaucoup le gouvernement et l'amena à modérer ses projets en ce qui concerne la participation de l'armée de terre à la guerre. Certes, la « résistance » n'atteint jamais des chiffres suffisants pour bloquer réellement la machine de guerre US, mais elle était suffisamment répandue pour constituer une menace : si le gouvernement avait fait appel plus largement aux « appelés » il pouvait craindre une épidémie d'insoumission beaucoup plus forte.

Parallèlement, un effort de « démoralisation » des G.I. était systématiquement entrepris ; par des distributions de tracts, des discussions, les militants essayaient de leur expliquer ce qu'était en réalité la guerre du Vietnam. La manifestation la plus importante dans ce sens eut lieu les 21 et 22 octobre 1967 : il s'agissait d'une « confrontation avec ceux qui font la guerre » dans leur sanctuaire même, le Pentagone. Des milliers de manifestants entourèrent ce bâtiment et firent un gigantesque sit-in au pied des soldats qui le gardaient. Pendant plus de 24 heures, ils restèrent là, essayant d'expliquer aux soldats ce qu'était réellement la guerre du Vietnam. Il y eut plusieurs centaines d'arrestations. A la suite de cette journée, apparut un premier clivage entre les manifestants : les uns estimèrent l'opération réussie et en gardèrent la conviction que les soldats n'étaient pas l'ennemi et pouvaient comprendre et

même partager beaucoup de motivations des opposants à la guerre. D'autres, qui avaient cru qu'il serait possible d'envahir réellement le Pentagone en débordant les soldats, critiquèrent l'attitude des non-violents et leur souci de discuter avec les soldats, tactique qu'ils rendaient responsable de ce qu'ils considéraient comme un échec.

Violence ou non-violence ?

On trouve des traces de ce débat dans des textes diffusés par les non-violents à cette époque et par la suite, essayant de poser le problème en termes de stratégie efficace et non de principes. En voici un, par exemple, qui date de 1970 :

« Le mouvement de paix n'est pas armé. C'est un fait. Le gouvernement est armé. C'est aussi un fait. Le gouvernement veut tuer les gens : Panthères noires, étudiants manifestants, Vietnamiens. Si vous parlez d'un mouvement de paix, recourant à la violence, alors vous parlez d'héroïsme, de courage, de « machisme » et **de défaite**. Vous ne parlez pas de révolution.

Casser des carreaux et des biens privés ne fait aucun mal à Nixon ; ça l'aide au contraire à effrayer encore plus la « classe moyenne » pour obtenir qu'elle approuve des choses comme le massacre de Kent (1). Si notre travail est la révolution, alors il consiste à contruire le soutien le plus large possible, non à casser le plus grand nombre de carreaux. En France, après les événements de mai 68, de Gaulle a gagné les élections de manière écrasante parce que les étudiants

(1) En Mai 70, 4 étudiants furent tués par la police au cours d'une manifestation à l'Université d'Etat de Kent (Ohio).

avaient brûlé des voitures dans les rues, voitures que les Français de la classe ouvrière avaient mis des années à économiser.

Le slogan « les cochons dehors ! » (2) est une erreur grossière : il conduit le peuple à voir dans la police l'ennemi, alors qu'elle n'est que l'agent de l'ennemi réel... Notre travail consiste à obtenir qu'ils se mettent de notre côté. Le slogan « Rejoignez-nous ! » est beaucoup plus révolutionnaire que le slogan « Les cochons dehors ! »... Pour que la révolution gagne, elle doit gagner le peuple, et ne peut se permettre de se couper de lui. Les seuls à gagner à la violence sont Nixon, Agnew et Mitchell : leurs agents essaieront de provoquer cette violence aujourd'hui, comme ils l'ont essayé — et réussi — dans le passé... »

Il est évident que ce débat violence/non-violence, inévitable dans ce genre de mouvement (et ce n'est pas un faux débat, comme on le dit parfois : il suffit de voir les **résultats** de l'une et l'autre option) était piégé, comme souvent, par l'identification de la non-violence à la passivité, ou aux manifestations de pure « protestation ». Mais l'apparition et le développement d'un nouveau type d'action non-violente allait rectifier cette idée traditionnelle.

Les frères Berrigan.

Brûler ou renvoyer publiquement ses papiers militaires et organiser des campagnes d'incitation à ce geste,

(2) Aux USA, le terme « pigs » (cochons) est très souvent utilisé dans les milieux contestataires pour désigner les policiers.

c'était un peu devenu la « routine » du mouvement. Il fallait faire un pas de plus : aller détruire sur place, dans les centres de recrutement les fichiers servant à mobiliser les « boys » pour le Vietnam. C'est ce que firent en 67 et 68 un certain nombre de personnes, dont deux surtout restent dans les mémoires : les frères Berrigan. En octobre 67, tout d'abord, à Baltimore, Philip Berrigan, prêtre jésuite, organise avec quelques amis militants une manifestation « commando » : ils vont arroser de sang les fichiers du centre de recrutement. Rapprochement symbolique entre le sang qui détériore des papiers et le sang versé au Vietnam par ceux que ces papiers doivent mobiliser ; ce geste fit choc dans l'opinion. Mais pas autant que la récidive sept mois plus tard : le 17 mai 1968, à Catonsville, devant les journalistes et photographes discrètement convoqués, neuf personnes envahissent les bureaux du Centre de recrutement, s'emparent des fichiers et les brûlent avec du napalm de fabrication artisanale. Du sang au napalm, c'était plus qu'un changement de « symbole », c'était vraiment la volonté de saboter efficacement tout un secteur du travail de mobilisation militaire. Cette fois, l'affaire fit grand bruit, d'autant plus qu'à Philip s'était joint Daniel, son frère, prêtre jésuite, poète et universitaire relativement connu. Le procès de Catonsville fit la « une » de toute la grande presse américaine. Il s'acheva le 9 octobre 1968 par la condamnation de Philip, récidiviste, à 6 ans de prison et de Daniel à 3 ans de la même peine. Mais ce dernier profita de sa liberté provisoire pour entrer dans la clandestinité : pendant deux ans, la police fut à ses trousses, et les journalistes aussi, plus efficacement d'ail-

leurs. Il apparaissait çà et là dans un meeting, dans une église, puis disparaissait avant l'arrivée de la police. Le 11 août 1970, il fut enfin arrêté. Au moment où le cardinal Spellmann, de New York bénissait les armes partant pour le Vietnam, on imagine les débats



Une partie du groupe des « 9 de Catonsville » en train de brûler au napalm les fichiers d'un centre de recrutement.

que ce genre d'action ont pu susciter dans les milieux catholiques américains (3)...

Même en prison, les Berrigan restaient dangereux pour le gouvernement. Il fallait saper leur autorité morale ; c'est pourquoi on essaya de faire passer Philip pour un terroriste en montant contre lui une rocambolesque accusation d'avoir (depuis sa prison !) organisé un attentat contre Kissinger. Accusation qui s'effondra d'elle-même lors du procès. L'action des frères Berrigan contribua à radicaliser une bonne partie de l'opinion catholique, rejoignant ainsi le travail de longue haleine entrepris depuis des dizaines d'années par une autre grande figure du catholicisme de gauche américain, Dorothy DAY, et le journal **Catholic Worker**.

Le gouvernement vérifia une fois de plus à ses dépens le principe bien connu de tous les partisans de la « désobéissance civile » : la répression ne fait que populariser et répandre ce qu'elle voudrait arrêter ! Dans les années qui suivirent les affaires de

(3) Sur les Berrigan, on peut consulter en français :

- **Journal de prison d'un prêtre révolutionnaire**, Philip Berrigan, Castermann 1971.
- article de Daniel Berrigan, dans **Africasia** n° 16, Mai-Juin 1970.
- excellent article de synthèse de Michel de Certeau dans la revue **Etudes** d'Octobre 1971 : **Contestation, christianisme et politique aux USA**. On y trouvera aussi des références aux publications américaines et anglaises.
- voir aussi la revue **Esprit** : Novembre 69 et Juillet-Aout 72.

Dans sa prison, Daniel Berrigan a écrit une pièce sur le procès. Un film en a été tiré qui est diffusé en France sous le titre « Le plus beau jour de notre vie ».

Baltimore et Catonsville, plus de 60 actions commando de ce genre furent effectuées contre les fichiers des centres de recrutement, détruisant plus d'un million de fiches. Outre l'intérêt de « saboter » une petite partie de la machine de guerre, ces actes avaient souvent pour motivation la dénonciation de la complicité tacite entre le pouvoir et les différentes Eglises. Ainsi par exemple, John William, moine épiscopalien de 21 ans, écrivait à Noël 1970, après avoir brûlé des milliers de fiches à San José :

« J'ai accompli ce geste sans souhaiter être qualifié ensuite de martyr, de prophète, de fanatique ou bien de terroriste... Ceux qui voudraient ignorer mon acte ou s'en débarrasser en affirmant qu'il ne s'agit que de la position d'un seul homme se tromperaient lourdement. J'ai agi au nom de tous les contestataires qui objectent sans violence contre l'usage de la violence. J'imagine que toute fidélité à l'Evangile fera d'un homme un conspirateur aux yeux de l'Etat... Ceux qui diront que mon acte est violent, je pense qu'ils se trompent. Cette destruction vise, non pas des hommes, mais une propriété qui envoie des êtres humains au massacre. Or, je propose la véritable non-violence consistant à verser du napalm sur des fiches dont il existe des duplicata et qui peuvent éventuellement être remplacées ; je dresse de la sorte un acte d'accusation contre la napalmisation de villages et de vies humaines qui, eux, ne peuvent être remplacés... Je rappelle aux Eglises chrétiennes d'Amérique, à toutes les institutions religieuses et particulièrement à l'Eglise épiscopale leur silence et leur complicité dans le déroulement de la guerre et la répression des miséreux... J'invite mes amis à passer de la contestation à la résistance. Je vous incite à risquer davantage votre sécurité et votre avenir.

Je vous demande de risquer pour la paix ce que d'autres risquent pour la guerre... »

Une autre forme d'action non-violente offensive consiste en 1971 et 1972, à tenter de retarder le départ de bateaux contenant des armes pour le Vietnam. A San Diego (Californie), à Leonardo (New Jersey), à Norfolk (Virginie), des flottilles de canoés et de bateaux se mirent en travers du port et parvinrent, sinon à bloquer les départs, du moins à sensibiliser l'opinion autour d'eux. Dans l'action de Leonardo, il y eut même sept hommes d'équipage du navire qui rejoignirent les manifestants, et demandèrent le statut d'objecteur de conscience.

Le refus des impôts militaires.

Le non-paiement de la part d'impôt correspondant au budget militaire était déjà une « tradition » chez nombre de Quakers au XIX^e siècle. En 1948, cette forme de protestation s'organisa en un comité : incitation publique, suggestions d'action, recherches, aide juridique étaient déjà prises en charge par ce comité qui regroupait des centaines de personnes. De 1948 à 1963, six mauvais payeurs furent poursuivis et emprisonnés. Ces emprisonnements ainsi que quelques saisies de voitures ou de maisons par les services fiscaux donnèrent à cette forme d'objection de conscience une publicité inespérée et en firent un des points forts de la tactique non-violente.

Bien entendu, avec le début de la guerre du Vietnam, la « résistance » à l'impôt, assimilée à la « résistance » au service militaire, connut un développement considérable. Par un curieux hasard, son point d'application se déplaça sur... la taxe téléphonique ! En effet, en 1966, le gouvernement fédéral avait institué une taxe supplémentaire sur chaque téléphone privé et avait annoncé, dans un moment de distraction fâcheuse ou de naïveté inconsciente, que cette taxe aiderait à financer la guerre en Indochine ! La réaction ne se fit pas attendre : c'est par dizaines de milliers que les militants anti-guerre refusèrent le paiement de cette taxe. En 1969, la « War Tax Resistance » comptait plus de 200 centres locaux de coordination de ce refus. Beaucoup de refuseurs reversaient l'argent à diverses associations poursuivant des buts constructifs. Et le mouvement continua après la fin de la guerre.

Une autre forme de refus d'impôt consista à faire des déclarations au fisc comportant un nombre élevé de « personnes à charge », de manière à ne plus être imposable. En général, sous cette rubrique, on inscrivait : « Tous les Vietnamiens » ... Les emprisonnements pour déclaration mensongère se multiplièrent.

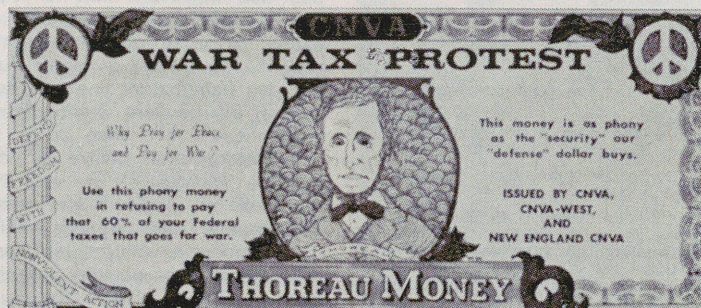
Les grandes manifestations.

Les années 68-70 correspondent au sommet de mobilisation du mouvement. Toutes les actions décrites jusqu'ici s'y développent au maximum, tandis que le temps est rythmé par de gigantesques rassemblements qui font descendre dans la rue des centaines de milliers d'opposants à la

guerre... En août 1968, pendant que la Convention du parti démocrate se tient à Chicago, la ville est véritablement en « état de siège » ; la police est omniprésente pour tenter de contrôler la marée de ceux qui sont venus dire leur opposition à la guerre. Le 15 novembre 1969, tous les records sont battus à Washington : plus de 500 000 manifestants (certains diront un million). La mobilisation déborde nettement les milieux intellectuels et étudiants, une partie de la classe ouvrière est en désaccord avec les grands leaders syndicaux, qui soutiennent la guerre. Même des régions traditionnellement indifférentes (le Sud et le Middle-West) sont touchées à leur tour par quelques manifestations.

En 1970, une division de plus en plus marquée se crée entre les « violents » et les « non-violents » au sein du mouvement. L'enthousiasme commence à retomber ; de plus, le FBI (on l'a su par la suite) parvient à introduire un certain nombre de ses agents parmi les responsables d'organisations révolutionnaires et au sein du mouvement anti-guerre. Ils y jouent à fond la tactique de division. En 1970, l'invasion du Cambodge ne provoque qu'une réaction atténuée : 100 000 personnes à Washington...

Il est vrai que beaucoup pouvaient à juste titre se demander quelle était l'efficacité de ces grands rassemblements, puisque la guerre continuait toujours imperturbablement. Certains en vinrent donc aux attentats, aux alertes à la bombe, sans plus d'efficacité d'ailleurs. Inversement, d'autres composantes du mouvement anti-guerre reprenaient espoir dans des issues plus politiques, misant tout sur la candidature de McGovern pour



Billet édité par les non-violents pour « payer » les impôts militaires.

1972. D'autres, fuyant l'interminable et apparemment inefficace lutte contre la guerre, s'investissaient totalement dans des mouvements de défense des consommateurs, comme celui de Ralph Nader. D'autres enfin, à force de globaliser l'analyse politique qui montrait que le Vietnam n'était que la conséquence logique du système américain, en venaient à la conclusion paradoxale qu'il n'y avait plus rien à faire de spécifique contre la guerre, et qu'il fallait se consacrer à préparer la révolution.

C'est dans ce contexte que se déroula la dernière grande manifestation, connue sous le nom de « Mayday », car elle eut lieu en mai 1971. Sur une idée résumée par le slogan « Si le gouvernement n'arrête pas la guerre, le peuple arrêtera le gouvernement », il s'agissait de bloquer entièrement l'activité administrative de Washington pendant plusieurs jours, par de simples actions d'obstruction physique. Si cette manifestation n'est pas restée dans les mémoires pour l'importance de la participation, elle risque néanmoins de garder longtemps le record absolu... des arrestations ! En trois jours, la police arrêta plus de 13 500 personnes, ce qui suscitait tout de même un certain scandale dans les milieux libéraux soucieux du respect des libertés constitutionnelles ; à la suite d'un procès, l'administration Nixon fut d'ailleurs condamnée pour ces arrestations sans motif, inconstitutionnelles. Mais cela n'empêche pas que, sur le moment, le but de Mayday ne fut pas atteint ; boudée par une bonne partie des organisations, cette tentative ne servit même pas à refaire l'unité du mouvement anti-guerre, comme l'avaient espéré ses initiateurs.



Manifestation des « résistants à l'impôt militaire ».

Une fraction trotskyste avait organisé quelques semaines auparavant une autre manifestation qui avait réuni autant de monde. Un autre espoir disparut à Mayday : celui d'incorporer dans le mouvement anti-guerre les masses apolitiques des grands festivals de musique, la « Woodstock nation ». Un concert de rock avait été prévu la veille au soir pour attirer à Washington la jeunesse consommatrice de « counter-culture ». « Les amateurs de rock restèrent le temps d'écouter la musique, de permettre à la police d'opérer des arrestations

et de faire évacuer les lieux où l'on se droguait ostensiblement ; ils offensèrent les militantes féministes par leurs remarques et leur comportement « sexiste » et, selon certains témoignages, mouchardèrent abondamment avant de foutre le camp à l'aube des événements historiques... » (4)

(4) Diana Johnstone, Le mouvement et la guerre du Vietnam, dans *Les États-Unis en mouvement*, Denoël-Gonthier 1972, p. 37.

A l'intérieur de l'armée.

Dès 1967, la manifestation contre le Pentagone avait attiré l'attention sur un phénomène alors minoritaire, mais qui n'allait cesser de se développer : les G.I. pouvaient manifester leur hostilité à la guerre sans désertier nécessairement : la décomposition de l'armée allait venir de l'intérieur...

En 1969, les statistiques du Pentagone enregistrent 96 cas de « fragging » : il s'agit de cas où, à la faveur du combat ou dans un « accident », les soldats s'arrangent pour que leur officier soit tué. Il y en aura 209 en 1970... On compte alors cent quarante-quatre journaux contestataires clandestins dans l'armée US. Les soldats revendiquent la liberté d'expression, y compris politique. Un capitaine passe devant la justice pour avoir transformé un entraînement en entretien sur la finalité de la guerre ; il se défend en invoquant le procès de Nuremberg pour justifier la désobéissance de la part d'un soldat (5). Des soldats défilent en uniforme dans certaines manifestations anti-guerre. D'autres distribuent le programme du Vietcong. En mai 1971, vingt-huit officiers signent une page publicitaire dans un journal pour exiger le retrait des

(5) Il convient de citer une fois encore, à ce propos, la remarquable définition du nazisme donnée par Franco Fornari dans sa **Psychanalyse de la situation atomique** (voir ANV, n° 24-25) : « L'essence du nazisme réside moins dans sa criminalité que dans le fait de ressentir cette criminalité comme juste parce qu'elle a été ordonnée par l'Etat. » Ce problème sera aussi en arrière-fond à toute l'affaire du lieutenant Calley qui avait massacré tout un village vietnamien : il fut condamné par la justice américaine, mais presque immédiatement gracié par Nixon.

troupes US du Vietnam : le gouvernement les invite simplement à prendre leur retraite. Des G.I., chargés de choisir les représentations qui feront le tour des bases militaires, invitent Jane Fonda, actrice connue pour son action anti-guerre, et qui monte un spectacle antimilitariste. En plusieurs endroits, on signale que des soldats suivent les consignes de boycott lancées par Chavez et refusent de consommer le raisin ou la laitue « non syndiquée ». Des sabotages importants se développent : en mai 1970, c'est un destroyer qui doit faire demi-tour, ses moteurs bourrés de pièces détachées. Sur une base US, au Japon, quinze Jets sont mis hors de service.

Le mouvement gagne les anciens combattants, les « vétérans ». Lors de Mayday, ils sont nombreux à jeter leurs décorations militaires sur les marches du Capitole. Ils s'organisent en une association spécifique : les vétérans contre la guerre (VVAW) qui compte 20 000 membres. Certains d'entre eux se joignent à une troupe de théâtre guérilla : dans les villages de Pennsylvanie, ils rejouent ce qu'ils ont fait au Vietnam (meurtres, incendies, massacres, tortures...).

Une autre trahison de l'intérieur aura, quoiqu'individuelle, une importance considérable, c'est celle de Daniel Ellsberg. Travaillant pour le Pentagone dans une agence de recherche, il découvre les méthodes et les buts de cette guerre et décide de faire un éclat : en 1970, il prend le risque de plusieurs années de prison en publiant les documents « top secret » qu'il avait eux entre les mains. Ce sont les fameux « papiers du Pentagone » qui provoquèrent une

très grande réprobation, une sorte de mini-Watergate avant la lettre, tant y apparaissait au grand jour les mensonges et les hypocrisies des discours officiels.

Il est probable que l'ensemble des mouvements de pourrissement de l'armée aura pesé dans les dernières années de la guerre, d'un poids finalement beaucoup plus lourd dans la politique US au Vietnam que le mouvement anti-guerre « civil » lui-même. Insubordinations, corruption, usage de la drogue, refus de combattre prenaient des proportions inquiétantes pour le gouvernement. Le mouvement anti-guerre, lui, se terminait d'une manière peu glorieuse, s'éteignant progressivement en 1973 et 1974 dans des manifestations qui ne regroupaient plus que quelques milliers d'habités. Le cœur n'y était plus. Seule la grande fête marquant la vraie fin de la guerre, en mai 1975, à New York, remonta vers les chiffres des grandes années du mouvement : 80 000 environ...

Tirer les leçons...

Il faudrait sans doute de nombreuses confrontations avec les acteurs principaux de ce mouvement pour comprendre comment il a pu ainsi se diviser, s'affaiblir, s'éteindre progressivement au moment même où se réalisait pour d'autres raisons ce qu'il avait cherché à imposer pendant six ans d'activité dynamique.

Dans un article écrit dès 1972, Diana Johnstone tente d'analyser les principales faiblesses du mouvement :

« 1) L'individualisme, inhérent à toute société compétitive et dont chacun se plaint sans savoir comment s'en guérir. En ce qui concerne le travail politique, sa manifestation la plus grave est le manque de sentiment de responsabilité envers autrui : grandes difficultés pour répartir les tâches de façon équitable, engagements non tenus, refus de toute discipline.

2) La paresse intellectuelle. On objectera, à juste titre, que ce défaut est par définition assez rare dans un mouvement de contestation. Mais il reste que l'activité intellectuelle, si elle n'est point absente du mouvement, y est très mal intégrée... Les plans concernant les actions à entreprendre sont généralement élaborés d'après les vues de l'imagination plutôt qu'en fonction d'une analyse critique des actions antérieures et des éléments divers de la situation, ce qui suscite de nombreuses surprises, bonnes et mauvaises. Notons que l'incapacité d'analyser est un résultat inévitable de l'éducation américaine ; même lorsqu'il existe un désir d'analyse, personne ne sait comment s'y prendre. La révolte à elle seule ne peut pallier l'incapacité de comprendre le monde qui vous entoure... A cela s'ajoute la pratique du refus comme moyen de lutte contre le « système » mais aussi au sein du Mouvement. Plutôt que la discussion, la résolution des contradictions, on trouve... le silence, l'absence.

3) Le manque de continuité. Le Mouvement est le lieu ou le moment de la transformation. De petits projets se métamorphosent en d'autres petits projets. Il y a un amateurisme constant, caractéristique de la société américaine moderne... La nostalgie de l'artisanat n'a pas encore produit le goût du travail bien fait. On laisse tomber, on n'achève pas, on se rend ailleurs.

4) La négligence des facteurs éco-

nomiques... Bien qu'on saisisse chaque occasion de condamner l'impérialisme, le racisme et, depuis peu, le sexisme, le mot « capitalisme » est rarement prononcé. Curieuse omission et qui suggère que l'anticommunisme est plus vivace qu'on ne veut bien l'admettre, car il est certain que l'emploi du mot « capitalisme » risque de sonner « rouge » aux oreilles du grand public, alors que tant d'autres « -ismes » agressifs peuvent tout bonnement passer pour les propos de moralistes enragés. (...)

5) Manque de connaissances et de conscience historique. Il en résulte tantôt des espérances démesurées, tantôt un découragement tout aussi peu fondé. On serait sans doute surpris d'apprendre combien de jeunes gens croyaient en 1970 que la révolution était en marche. (...) Des événements inattendus et inespérés donnent naissance à un espoir nourri ultérieurement par l'ignorance prolongée et volontaire des causes, car l'analyse risquerait de gâcher le sentiment impétueux que tout peut arriver... et pourquoi pas la révolution ? Il est juste de reconnaître que la sensation d'être emporté par un **courant**, par un mouvement de masse inexplicable, est très naturelle dans une société de consommation où l'on est habitué à des unanimités imprévisibles, et à la promotion de tout ce qui est nouveau : cette année **tout le monde** est emballé par ceci ou cela, tout le monde chante la même chanson. Il y avait donc des jeunes qui se préparaient à la révolution moins pour la faire que pour la vivre.

(...) On exprime son horreur de la « manipulation » en insistant sur le fait qu'on ne veut surtout pas prendre le pouvoir, mais simplement aider et encourager les gens « à diriger leur propre vie », formule inattaquable dont la fonction consiste plus à éluder qu'à affronter la question épineuse du pouvoir et de l'Etat.

(...) L'ensemble des petits projets anti-guerre est toujours impressionnant, comme d'habitude, mais ils manquent de coordination, de continuité et passent souvent inaperçus ; de plus, ils n'offrent pratiquement pas de possibilité d'intégration aux gens venus de l'extérieur. Dans le Mouvement, on a tendance à travailler par « groupes d'affinités » ; ceux-ci prétendent se distinguer d'avec les cliques, mais semblent tout aussi impénétrables.

(...) Le dilemme fondamental demeure : comment traduire une prise de conscience globale et un désaccord total en actions politiques, limitées par définition ? ...Comme n'importe quel mouvement qui se veut révolutionnaire, le Mouvement américain ne peut ni esquiver, ni résoudre par l'espérance et la pureté le problème déconcertant des **transitions**.

(...) Le Mouvement, dont une victoire majeure est d'avoir su se libérer du conformisme américain qui veut que tout comportement politique sortant du banal résulte d'un « complexe » psychologique, est retombé dans ce même piège : quiconque proposait de faire quelque chose s'exposait à la critique. On ne l'attaquait pas sur le fond, on lui faisait grief des mobiles (égoïstes, suspects, etc.) qui le poussaient à agir. Ainsi renaissait la conviction que le « brave type » est celui qui ne s'agite pas trop... De pauvres jeunes gens, très éloignés du pouvoir et n'ayant des élites dirigeantes qu'une notion très vague, stigmatisent d'« élitisme » quiconque révèle la moindre volonté d'articuler ses pensées, d'analyser, d'organiser... »

On le voit, ce diagnostic est sévère et sans complaisance. A le lire, on se demande même comment, avec de pareilles faiblesses, le mouvement américain est parvenu à faire

tout ce qu'il a fait! Mais si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ces faiblesses ne sont pas un handicap pour faire beaucoup de choses: elles sont un handicap pour faire beaucoup de choses **efficaces** par rapport à un but fixé. Pour qui connaît un peu les différents courants qui traversent les non-violents français, pour qui a suivi les débats idéologiques et stratégiques avant et après le rassemblement de Malville, par exemple, il est évident que l'histoire des actions et des faiblesses du mouvement anti-guerre américain est riche d'enseignements. Là-bas hier, comme chez nous aujourd'hui, le problème se pose au fond dans les mêmes termes: quelles sont les **conditions** (d'organisation, de stratégie, de définition d'objectifs possibles, etc.) qui permettent de transformer un mouvement de révolte ou d'indignation en une **force** de transformation, capable de peser concrètement dans les décisions politiques, économiques, militaires, énergétiques qui façonnent peu à peu une société?

Christian MELLON.

Une bonne partie des événements racontés dans cet article sont tirés du chapitre 10 d'un livre récemment édité aux USA par l'ensemble des mouvements non-violents américains. Ce livre, **The power of the people**, rassemble en 240 pages abondamment illustrées toute l'histoire de la non-violence aux USA, du XVII^e siècle à nos jours. On peut le commander à Peace Press, 3828 Willat avenue, Culver City, California 90230. Les 3 photos illustrant cet article en sont extraites. D'autres éléments (et notamment le diagnostic final de Diana Johnstone) sont tirés de l'ouvrage collectif **Les États-Unis en mouvement**, Denoël-Gonthier 1972.

Derrière le " Rideau Turquoise "

Les mouvements de résistance des Indiens d'Amérique ne passent pas pour particulièrement non violents... à cause probablement des événements de Wounded Knee en 1973, où toute une tribu se retrancha avec ses armes dans une bourgade, et subit l'assaut meurtrier des troupes fédérales. Il y aurait pourtant beaucoup à dire sur certaines traditions anciennes, comme celle des Hopis, dont la religion comporte l'exigence de non-violence absolue. Et lorsqu'un groupe d'Indiens, à la fin d'une tournée de sensibilisation de leur cause à travers l'Europe, en 1973, se rendit au Larzac pour y rencontrer les paysans, ils se découvrirent plus d'un point commun dans leur lutte pour garder leur terre!

Faute de pouvoir analyser plus à fond la réalité actuelle du mouvement indien nous reproduisons quelques extraits d'un texte écrit l'an dernier par un indien non-violent rencontré par Olivier Vial pendant le séminaire international de Mexico.

Alors que les Britanniques ont quitté l'Inde et les Français l'Indochine, les USA occupent toujours la réserve Navajo. Les tribus se trouvent donc dans une période de contrôle politique extérieur. Ce contrôle politique, tout en nuisant à la vie tribale, permet cependant à de nombreuses institutions traditionnelles et aux relations personnelles traditionnelles de se perpétuer. Car le contrôle politique ne concerne guère que l'indien « extérieur », non ses relations, ni son image personnelle. Le contrôle économique, lui, est beaucoup plus grave que le contrôle politique : comparer les deux, c'est comparer une pneumonie et une grippe.

Il est vrai que des actes politiques comme l'implantation de conseils tribaux, la création d'internats pour les enfants ont constitué une tentative importante pour changer aussi l'Indien « intérieur ». Mais ces institutions étrangères n'ont pas bien fonctionné. D'interminables rapports témoignent de leurs échecs perpétuels : il semble que la résistance passive des Indiens à ces institutions use le zèle missionnaire des bureaucrates ; mais c'est au prix d'une perte énorme pour le peuple indien.

Si ce colonialisme politique devait disparaître (et il est inévitable qu'il disparaisse, comme en Afrique et en Asie), la communauté indienne en garderait de nombreu-

ses cicatrices, mais aucune blessure fatale. Mais le colonialisme politique est toujours remplacé par le colonialisme économique, comme un ouragan est suivi de l'épidémie et du chaos.

Le peuple indien survit au colonialisme politique, mais le colonialisme économique pourrait bien lui être mortel. Il atteint en effet l'Indien « intérieur », puisqu'il affecte la relation de l'Indien à sa famille, ses amis, sa communauté. Tandis que les tribus ont accepté certains aspects des institutions politiques européennes et ont cependant survécu en tant que tribus, l'acceptation des théories économiques européennes mènerait à la destruction de la tribu. Dans le colonialisme politique, c'est les Blancs qui contrôlent les Indiens ; dans le colonialisme économique les Indiens sont contrôlés par les Blancs et par les Indiens qui partagent leurs théories étrangères de « progrès » économique.

Les tribus indiennes sont autre chose que de simples unités économiques. Elles se composent d'un grand nombre de facteurs intimement mêlés. Une tribu n'est pas un ensemble de rituels, mais un ensemble de relations humaines renforcées et exprimées par le partage des rituels. Un bureaucrate du gouvernement s'attire plus d'ennuis quand il s'immisce dans les relations d'un membre d'une tribu avec d'autres que lorsqu'il viole

les droits civiques de cette personne.

Prenons l'exemple du logement : dans les « réserves » où les familles indiennes ont l'habitude de vivre loin les unes des autres, dans des « ranches » ou des fermes, on s'est efforcé de rassembler les familles dans des villages. Et là où les gens sont habitués à vivre tout près les uns des autres, les unités d'habitation ont été dispersées en logements individuels ! Là où la plupart des gens ont l'habitude de vivre avec leurs grand-parents, on construit des foyers pouvant loger seulement le noyau familial... De telles politiques ont profondément affecté les relations entre les membres du peuple indien ; elles tendent à détruire les relations traditionnelles (...)

Les Indiens qui ont accepté ces politiques dans leur vie personnelle ont accepté une vue économique du monde qui les contrôle et les lie à l'Occident d'une manière dont même un ancien agent des Affaires Indiennes n'aurait pas osé rêver. Le colonialisme économique anéantirait les différences entre Indiens et non-Indiens d'une manière telle que le peuple indien ne se définirait plus que comme une minorité américaine parmi d'autres.

(...) La réussite économique ne définit pas le statut de quelqu'un dans la communauté indienne.

Dans un « pow-wow » de l'Oklahoma, où les participants siègent souvent d'après leur rang, un homme de la tribu devenu homme d'affaires prospère n'obtient pas le meilleur siège en vertu de son rang économique.

Un occidental ne comprend pas comment une vie bâtie sur la parenté et la tradition est si satisfaisante (...) Le peuple indien a observé la vie de l'occidental et découvert qu'elle manque de substance. Pourquoi devrait-il accepter des systèmes occidentaux pour reconstruire sa vie économique, quand il estime que ces systèmes s'effondrent autour de lui ?

Le problème de la pauvreté a été mal posé aux chefs tribaux : on ne leur a proposé que cette alternative : soit le retour à la hutte, soit l'accumulation individuelle du capital et des biens de consommation. Alors que le vrai problème est : comment une communauté tribale peut-elle survivre en tant que communauté tribale ? Lorsque le Conseil National de la Jeunesse indienne s'est formé en 1961, il proclama : « Nous déclarons que le genre de vie tribal est un genre de vie valable au XX^e siècle ». Ce n'étaient pas de vieux chefs religieux traditionnels, ni des chefs de tribu purs et durs, ni des directeurs officiels de « réserves » : c'étaient des Indiens qui avaient fait leurs études dans les collèges et universités des Blancs. Ils

avaient parcouru un cercle entier pour finir là où ils étaient nés... Quand une communauté indienne examine une politique économique, la plus importante question est toujours celle de ses conséquences sociales. Et il n'y a aucune raison d'admettre qu'une politique économique est bonne uniquement parce qu'elle rend les gens riches.

(...) On parle beaucoup aujourd'hui du « Rideau de fer » et du « Rideau de bambou », mais il existe actuellement en Amérique un autre rideau, le « Rideau de Turquoise ». Derrière ce dernier, les Indiens tentent de survivre. Ils se trouvent en possession d'énormes quantités de ressources naturelles ; mais ce pays s'empare de leurs ressources si la crise énergétique devient trop grave.

(...) Les Indiens ne sont pas allés en Europe détruire les cathédrales et imposer un système tribal aux Européens. Mais les Européens ont « découvert » notre pays, nous ont tués, volés, puis nous ont imposé leur système. La fraternité du colon et de l'indigène n'est pas possible. Il ne peut y avoir de fraternité sans justice. La fraternité n'existe qu'entre égaux qui se respectent.

Gerald T. WILKINSON,
(Trad. A. et G. Vesse).

CHAVEZ enfin débarrassé des Teamsters ?

Un dossier sur les mouvements non-violents aux USA ne peut se concevoir aujourd'hui, bien évidemment, sans une large place à l'action de César CHAVEZ : le mouvement des « chicanos » ouvriers agricoles de Californie représente le plus exemplaire des mouvements non-violents qui se déroule en ce moment dans le monde. Dans le désert politique américain, dans la déconfiture des « radicaux » qui avaient fait espérer, dans les années 60, que quelque chose d'important bougeait aux Etats-Unis, le mouvement Chicano reste le seul, aujourd'hui, à constituer une menace pour le « système ».

Si nous ne lui avons pas consacré l'article de fond qui s'imposait donc dans un tel dossier, c'est tout simplement parce qu'a été publié cette année un livre dont la lecture est de toute façon indispensable à quiconque veut s'informer sur la non-violence aux USA. Il s'agit de l'ouvrage de Jean KALMAN et Jean-Marie MULLER, intitulé CESAR CHAVEZ, un combat non-violent, publié chez Fayard / Le Cerf. Nous en avons rendu compte dans notre numéro 23.

Supposant donc connu l'essentiel de la lutte de Chavez, nous avons simplement demandé à l'un des auteurs, Jean Kalman, de nous informer en quelques mots sur les principaux événements survenus depuis le moment où ils ont remis leur livre à l'éditeur.

C'est un Chavez souriant que les téléspectateurs américains ont pu voir sur leurs écrans au mois de Mars dernier. Le leader de l'U.F.W. venait en effet de signer un nouvel accord avec Frank Fitzsimmons, le président du Syndicat des Camionneurs - les *Teamsters*. Lorsque l'on sait avec quelle facilité Fitzsimmons est revenu sur ses engagements par le passé, on peut néanmoins se demander si la paix signée entre les deux syndicats rivaux a quelque chance de durer. A chaque fois l'enjeu est le même : il s'agit de délimiter les corps de métier où les *Teamsters* seront autorisés à recruter leurs adhérents. Car, comme le rapporte Jacques Arnault dans son livre *La Démocratie à Sacramento*, « le Syndicat des Routiers est à la fois un des syndicats les plus efficaces et un des plus gangstérisés. Usant de la menace de ne pas transporter à temps les produits confiés aux chauffeurs, il a exercé un véritable racket (...). Aujourd'hui, le Syndicat des Routiers a incorporé les professions les plus diverses : pilotes, infirmières, enseignants, pompiers, etc. La Fédération des

Routiers est numériquement la plus importante des Etats-Unis. (1) »

La puissance à la tête de laquelle se trouve le syndicat de Frank Fitzsimmons n'est cependant pas inébranlable. Le meurtre de Jim Hoffa — le précédent responsable du syndicat — et les scandales qui ont récemment éclaboussé les Teamsters sont, selon la revue américaine *Time*, la raison principale de leur revirement. De fait, le retour à une certaine moralisation de la vie publique américaine ne pouvait pas épargner une organisation dont les liens avec la Mafia ont été clairement établis à la suite d'une enquête menée par les fonctionnaires du Ministère du Travail des Etats-Unis. Il est donc permis d'espérer que dorénavant Chavez aura les mains libres pour s'attaquer à l'objectif qu'il s'était fixé dès le début : la création d'un syndicat d'ouvriers agricoles à l'échelle du pays tout entier.

En mesure de concentrer son offensive sur les seuls propriétaires, l'U.F.W. devrait, à la suite de l'accord qui a été signé, pouvoir retrouver rapidement les dizaines de milliers d'adhérents californiens qui avaient été contraints de s'affilier au syndicat des Teamsters (l'U.F.W. comptait 60 000 membres en 1972, 5 000 en 1974 et 18 000 au début de l'année). Dès lors il sera possible à Chavez et à son équipe de répondre positivement aux demandes d'intervention en provenance des quatre coins des

U.S.A. Car presque partout la main d'œuvre agricole américaine est victime d'une exploitation encore plus flagrante que celle qu'ont dû subir les *campesinos* de Californie.

Les « Chavistes » vont par ailleurs devoir investir à nouveau dans la gestion de leur syndicat, car il importe qu'ils ne puissent donner prise aux critiques que leur lancent leurs adversaires, qui à l'instar de *Time* parlent insidieusement d'un Chavez « plus doué pour persuader les libéraux du caractère sacré du boycott du raisin et de la salade que pour administrer les différents services du syndicat ou répartir les offres d'emploi (qui sont confiées à l'U.F.W. pour qu'elle les répartisse entre les adhérents) (2). » Il faut en effet se souvenir que la grande victoire de Delano en 1970 avait coïncidé avec une attaque en règle des propriétaires de champs de salades de Salinas ; c'est donc contraint et forcé que Chavez avait déplacé ses militants au moment où ceux-ci auraient dû normalement organiser l'embauche et l'encadrement des ouvriers agricoles employés dans les vignobles.

En revanche, la popularité de la *Causa* apparaît de plus en plus comme un fait acquis. Avec le soutien actif des 10 % d'Américains qui boycottent le raisin, la salade verte et certaines marques de vin, le combat non-violent de César Chavez a remporté une victoire indéniable et apparemment

définitive. Cette lutte s'est opérée on le sait, dans un contexte défavorable qui la rend d'autant plus méritoire. Quels appuis pouvaient escompter au départ la poignée de militants qui prirent l'initiative du boycott, dans un pays où les syndicats sont souvent les bastions du conservatisme, où les partis politiques n'ont d'existence qu'au moment des élections, où ceux qui se réclament d'idées de « gauche » ne sont qu'une infime minorité de marginaux dispersés ? « Ce qui frappe le plus un chrétien de gauche français surtout s'il milite dans des organisations de masse, lit-on dans une lettre de la Vie Nouvelle, c'est justement l'absence de ces grandes organisations (...). Seul le Mouvement Chicano nous a paru avoir une démarche proche de celle qui nous est coutumière, articulant les différents niveaux de luttes entre eux » (3). C'est dans ce « désert institutionnel » que Chavez est parvenu à imposer sa propre organisation à force de patience et d'audace. Souhaitons que la non-violence en France n'ait jamais à vaincre un tel degré d'isolement !

Jean Kalman.

(1) Jacques Arnault : La démocratie à Sacramento, Ed. sociales, p. 104.

(2) *Time*, 21 mars 1977.

(3) Lettre mensuelle, Citoyen 60, octobre 1976.

Le "Centre de Vie" de Philadelphie

Non-violence utopique ou non-violence scientifique ?

Le « centre de vie » (Life Center) a commencé à exister en 1971 quand un groupe de 35 personnes vint s'installer dans un quartier Ouest de la ville de Philadelphie. Depuis, son histoire a été riche en changements et événements de toutes sortes. La décrire est une chose que l'on peut tenter... au risque d'en donner une image erronée car figée (et donc dépassée par la dynamique de cette expérience). En effet cette entreprise est neuve (nouvelle ?), bouillante, débordante de vie... et donc déroutante, même parfois pour ceux qui y vivent !

C'est pourtant cette description que je vais esquisser ici. Le Centre de Vie constitue en effet une des manifestations les plus intéressantes aujourd'hui de la non-violence, au moins dans le monde développé. Cet article est plus un bilan des cinq premières années du Centre de Vie qu'un état de ce qu'il est aujourd'hui ; et il reflète davantage les impressions d'un observateur que les pensées d'un membre de cette grande communauté ; ce sont plus des remarques formulées en fonction de notre culture française que la présentation exhaustive que pourrait en faire un militant américain. Ma « qualification » pour écrire cet article résulte de ce que l'observateur que je suis a pu participer à plusieurs reprises à cette expérience que j'ai eu la chance de pouvoir suivre depuis le début.

Le Centre de Vie de Philadelphie est une communauté urbaine non-violente de formation et d'action dont beaucoup de membres font partie du « Mouvement pour une Nouvelle Société » (MNS). Le MNS est un réseau de groupes autonomes. Il est issu de la même démarche que le Centre de Vie : il a été créé en même temps et en grande partie par les mêmes personnes. Le MNS est « un mouvement national, non-violent, décentralisé, non-hiérarchique et non-sexiste ». Les collectifs qui s'en réclament sont totalement autonomes. Ce mouvement, encore très petit mais ayant à son actif des actions importantes (1), est un lieu où se développe une analyse du système en place, une « vision » (sic) d'un monde meilleur et où l'action directe est épaulée par des techniques diverses de formation et de préparation.

(1) En particulier c'est un groupe du MNS qui est à l'origine du refus des dockers américains de charger des équipements militaires à destination du Pakistan pendant la guerre du Bengla Desh en 1971. Cette action remarquable avait débuté par des tentatives pour empêcher les bateaux pakistanais de passer au moyen de petites flotilles de canoës et de kayaks.

Une de ses principales caractéristiques est sans doute sa volonté de mettre en pratique, dès aujourd'hui à travers des groupes communautaires et des institutions parallèles, les valeurs de la société nouvelle à construire. Le Centre de Vie et le MNS se sont développés en symbiose ; leurs histoires réciproques se sont intimement mêlées pendant les premières années.

LA CROISSANCE DU CENTRE DE VIE

A l'automne 1971, un groupe de 35 personnes emménagea dans le même quartier à Philadelphie. Il s'agissait, pour la plupart, d'anciens militants blancs ayant lutté dans le mouvement pour les droits civiques des Noirs, le mouvement contre la guerre au Vietnam et dans diverses organisations pacifistes. Quelques-uns possédaient une expérience de nombreuses années d'action directe (remontant à 1936 pour deux d'entre eux !). C'est par leurs actions passées qu'ils avaient abouti à la nécessité de créer une communauté de soutien pour militants. Leur expérience de la prison aussi bien que de l'organisation des mouvements auxquels ils avaient participé les avaient menés à une conscience politique beaucoup plus globale qu'au début de leur engagement. Pour sortir des tensions continues entre la vie personnelle, les attitudes et les activités militantes, ils créèrent le Centre de Vie. Leur idée : une base de formation pour organisateurs permettant de commencer à **vivre la révolution aujourd'hui** en créant de nouvelles institutions à côté des « vieilles » et en développant de nouvelles formes de relations humaines.

Ce groupe s'installa dans plusieurs maisons situées à une distance maximale de 500 m les unes des autres ; chaque maison abritant une communauté. Il est remarquable qu'un équi-

bre « normal » entre générations exista dès le début : de très jeunes enfants côtoyant des adultes ayant jusqu'à 60 ans. Cette harmonie des âges et des sexes continuera à exister au cours des années, bien que les proportions se soient probablement déplacées en faveur des jeunes adultes (18-35 ans) qui constituent l'effectif le plus important des nouveaux membres.

La croissance du nombre de personnes vivant au C.V. a été rapide, plus rapide que celle du nombre de maisons à louer dans le quartier ! Le dernier « recensement » complet date de juin 1976, soit après cinq années d'existence. A cette date, 139 personnes (120 adultes et 19 enfants) vivaient dans 19 maisons (71 femmes et 68 hommes).

Mais en plus de cette augmentation (35 à près de 150) il faut tenir compte du nombre de personnes qui sont restées une ou deux années qui sont retournées appliquer dans d'autres lieux l'expérience acquise. Ce renouvellement est important puisqu'il fait partie des fonctions mêmes que veut remplir le Centre, mais son ampleur a été maintenue dans les limites nécessaires à la stabilité militante, organisationnelle et humaine du C.V. Il semble que le souhait général soit de ne pas dépasser l'effectif actuel (voire de le réduire à moins de 100) afin de ne pas diluer les liens personnels, la chaleur, l'efficacité des collectifs et de ne pas aboutir à des mécanismes lourds de type administratif.

Pour compléter cette description, il faut ajouter que le quartier a un peuplement mixte (blancs et noirs), que le revenu des habitants y est modeste mais tend à augmenter vers l'Est sous la pression de l'expansion de l'Université (professeurs...) (2). Enfin, le quar-

(2) Pour une présentation complète de ce quartier, voir dans ANV n° 22 l'article « Sécurité et Non-violence ».

tier est uniformément composé d'énormes maisons identiques, rangées avec une régularité implacable. Ces anciennes demeures très bourgeoises à l'époque où ce voisinage était riche, ont de grandes pièces et possèdent généralement trois niveaux, ce qui leur permet d'accueillir sans entassement des communautés de 6 à 10 personnes.

LA VIE QUOTIDIENNE

Le cadre étant grossièrement mis en place, nous pouvons maintenant nous intéresser à l'essentiel : l'ensemble des activités du Centre de Vie. Je les ai regroupées en dix rubriques pour la commodité de l'exposé mais il ne faut pas déduire de cette classification, un ordre de priorité ni croire que « tout y est ».

Auparavant, il faut signaler que la règle d'or au C.V. est le travail à temps partiel afin de libérer du temps pour l'action et mener une vie plus équilibrée. La volonté d'adopter un style de vie simple s'accomode très bien de salaires modestes. Le travail à temps partiel peut prendre toutes les formes : quelques heures par jour, quelques jours par semaines, quelques mois par an, travail en relais entre plusieurs personnes, etc.

La communauté.

Au C.V., chaque maison abrite une communauté et l'ensemble des maisons crée une grande communauté élargie aux liens affectifs plus lâches mais dans laquelle règne une ambiance affective chaleureuse.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de l'organisation des communautés, car chacune possède ses propres habitudes, ses propres règles (ou absence de règles). On y trouve des couples et des célibataires, des expé-

riences diverses de relations multiples. L'année 76-77 a vu, pour la première fois, la naissance d'une communauté de lesbiennes — chose qui peut choquer en France, mais qui est assez ordinaire dans le « mouvement » américain ; il est même surprenant qu'il ait fallu attendre 5 ans avant qu'une telle communauté se constitue.

En ce qui concerne l'argent, très peu de communautés pratiquent le partage des revenus. Généralement, chacun garde son propre salaire et l'on partage également les dépenses communes. Quant aux maisons, deux ont été achetées par « l'Association du Centre de Vie » et les autres sont soit louées, soit achetées par un membre de la communauté ou par cette dernière.

La composition de beaucoup de maisons change chaque année au gré des départs hors de Philadelphie, des arrivées nouvelles et des changements de communauté. Ces derniers, contrairement à ce que l'on pourrait croire trop rapidement ne bouleversent pas la communauté élargie, au contraire, ils la renforcent.

Chaleur relationnelle.

La chaleur humaine qui existe entre toutes les personnes est une des impressions les plus fortes que l'on ressent au C.V. ; elle est issue de ce qui est vécu. En particulier, elle prend des formes contrecarrant les tabous que la société nous impose à propos du contact physique entre les êtres humains permis seulement aux enfants, aux amants et à la famille. « Nous contredisons consciemment ce sentiment en nous donnant réciproquement de chaleureuses embrassades, nous asseyant ensemble, nos bras enlaçant les épaules des autres, permettant à nos sentiments humains de s'épan-

cher » (Cynthia Arvio, dans la revue « Communities : journal of cooperative living »).

Cette pratique extrêmement courante a révélé en fait des blocages psychologiques énormes dont le dépassement fait partie du processus de libération de la personne. Ces blocages sont encore bien plus forts en ce qui concerne les relations amoureuses. Celles-ci jouent ouvertement, dans le C.V., un rôle que la société essaie généralement de cacher. La remise en question personnelle, les efforts de « libération » ont naturellement abouti à assumer ouvertement des « relations multiples », c'est-à-dire des relations sexuelles régulières avec différentes personnes. Mais l'esprit de non-violence dans lequel se réalisent ces recherches personnelles en fait une toute autre chose qu'une dépravation des mœurs par la rupture de toutes contraintes et l'ouverture à toute expérience. Tous ces problèmes sont en effet analysés, les pas soigneusement faits et de façon très consciente : « on ne permet jamais que quelqu'un soit laissé avec un sentiment d'abandon ou de confusion » (Cynthia Arvio). De plus, ceci n'a fort heureusement rien d'obligatoire et les relations de couples sont pleinement acceptées.

La création de cette ambiance affective chaleureuse est aussi renforcée par l'attitude vis-à-vis des enfants qui sont **pris en charge par tout le monde**. On ne les remet pas « dans les bras de leur mère » pendant les réunions ou les actions. Les enfants sont acceptés à **part entière** dans la communauté, leurs voix sont écoutées et eux aussi bénéficient de ce climat affectif.

Le « clearness ».

Le mot anglais « clearness » peut se traduire par « clarté » ou « clarification » dans ce contexte. Il s'agit de

donner à l'individu la possibilité d'un recours naturel à l'aide d'amis quand le besoin de « clarification » personnelle se fait sentir, en vue de prendre une décision. On utilise le « clearness », par exemple, pour examiner l'intégration de nouveaux membres dans une communauté afin de « clarifier » totalement tous les aspects en jeu. Il est difficile de décrire cette méthode rapidement car l'essentiel repose sur l'esprit qui l'anime. Disons brièvement qu'il consiste en une réunion de 2-3 heures entre la personne A qui l'a demandée et un groupe composé d'amis choisis par A et d'une ou plusieurs personnes moins liées à A. Une préparation a lieu les jours précédents. Je le répète, l'aspect essentiel réside sans doute autant dans l'atmosphère affective de la discussion que dans son déroulement formalisé.

Le « Co-Conseil ».

Ici il ne s'agit plus d'une méthode destinée à la prise de décision mais de la prise en charge quasi-quotidienne d'une réalité humaine élémentaire : le besoin que nous avons de nous « décharger » chaque fois qu'un événement douloureux nous affecte. La théorie du co-conseil peut se résumer (mal !) brièvement : les êtres humains sont naturellement intelligents, tendres et créatifs ; ils sont équipés de processus de décharge (pleurs, cris, rires...) contre les expériences douloureuses qu'ils traversent. Or, la société nous empêche d'utiliser ces moyens de décharge (« Ne pleures pas, tu es un grand garçon maintenant »), et ce faisant un traumatisme est créé. En première approche, cette théorie n'est pas fondamentalement différente de la psychanalyse classique, mais la méthode qui en découle est radicalement opposée : 1) il s'agit de retrouver cette capacité de décharge émotionnelle et donc de redevenir plus créatif et de ne plus réagir

aux situations en fonction de nos traumatismes antérieurs ; 2) l'argent est totalement exclu du procédé ; 3) il n'y a pas de « malade » s'adressant à un docteur mais deux partenaires qui alternent les rôles, recréant une relation équilibrée.

Cette méthode est largement pratiquée au C.V., mais elle provient d'un « mouvement » distinct, antérieur, qui a pour objectifs la transformation de la personne humaine. Mais au C.V. cette prise en compte de l'épanouissement personnel — un thème très fréquent — est étroitement combinée à tous les autres aspects de la vie et à l'action. Cependant, il m'a semblé que récemment le co-conseil a pris une importance insoupçonnée au départ et qu'un danger d'utilisation abusive existe. Danger ? Ou bien phase naturelle d'une communauté visant à la transformation profonde de la personne humaine et dont les recherches ne peuvent se faire qu'en méandres divers.

Sexisme.

C'est encore un thème dominant. Les rôles traditionnels d'Homme et de Femme sont refusés avec force et de nombreux efforts sont faits pour surmonter, ou faire surmonter, les schémas que la société américaine impose dans ce domaine. Cette préoccupation existait dès les premières années mais elle s'est exacerbée, passant de la volonté de réaliser un partage vraiment égalitaire des tâches domestiques des communautés à celle de refuser le quasi-monopole « naturel » (!) des fonctions militantes importantes par les hommes (écrire des articles, parler en réunions publiques, prendre des décisions importantes...).

Comme une grande partie du mouvement de libération de la femme aux USA, l'approche de ce problème a été

psychologiquement réaliste et bien plus vigoureuse qu'en France. Afin de permettre **réellement** aux femmes de sortir des rôles où elles ont été confinées, on leur accordera, par exemple, une priorité pour parler aux réunions. Il n'est pas question de créer une caste privilégiée mais simplement de prendre effectivement en compte la réalité suivante : ce n'est pas en leur donnant le **droit théorique** de tout faire qu'il sera possible à **l'ensemble** des femmes de s'extraire des modelages qu'on leur a imposé **ET** que l'on a imposé aux hommes. Pour reprendre l'exemple de la prise de parole en réunion, deux facteurs jouent : les hommes apprennent à prendre en considération l'avis des femmes, et celles-ci reprennent effectivement plus leurs chances de participer (puisque'elles n'ont pas l'habitude des débats, qu'elles ne sont pas habituées à la rapidité de prise de parole, etc.). Il ne s'agit donc pas « d'assister » ces « pauvres opprimées » : vu leur conscience des mécanismes d'oppression elles seraient les premières à arrêter de telles pratiques ! Quelques erreurs « paternalistes » ont été bien vite et vigoureusement stoppées...

Voisinage et sécurité.

Les relations avec le quartier ont été négligées. C'est sans doute une des plus grosses critiques que l'on peut faire aux cinq premières années d'existence du C.V. Mais la prise de conscience de cette lacune (qui a ses sources dans les errances de la recherche d'une stratégie politique cohérente) est en train de se faire et un collectif s'est formé sur le problème de la spéculation dans le voisinage.

Cependant, ces relations ont quand même existé à travers les efforts réalisés pour lutter contre la criminalité. Pour une description complète, voir

ANV, n° 22 (p. 39) l'article « Sécurité et non-violence ».

Les collectifs.

Avec ce paragraphe, nous abordons la face militante au sens où nous l'entendons couramment. Les collectifs sont les groupes de travail du C.V. et du MNS. Ce sont des groupes affinitaires centrés sur un thème précis. En 76-77, on en dénombrait une vingtaine centrés tant sur des campagnes politiques (Namibie, centrales nucléaires, campagne contre le super-bombardier B1...) que sur un travail organisationnel interne (divers collectifs de formateurs, d'organisation régionale du MNS, de réflexion sur la stratégie, d'organisation du Centre de Vie...) ou sur une réflexion-action spécifique (macro-analyse, vie simple, femmes âgées, collectif de femmes, d'homosexuels, sur le quartier, les Eglises...).

Il n'est pas nécessaire d'insister sur cette description d'une structure familière aux lecteurs d'ANV. Pourtant une différence importante existe dans la pratique : le fait de résider dans le même quartier et le travail à temps partiel simplifient beaucoup les problèmes de réunion. Une seconde différence réside dans la conception de l'action non-violente développée par ces collectifs : constatant l'inefficacité de l'action ponctuelle, ils mettent sur pied des campagnes d'action directe à objectifs précis et appuyées sur une théorie de l'action. Certaines de ces campagnes ont d'ailleurs eu un impact remarquable (Pakistan, blocus contre la guerre au Vietnam).

La formation.

C'est le mot « Training » que je traduis par formation ; en fait il signifie aussi « préparation » et « entraînement ». C'est un des apports les plus

importants du Centre de Vie. Les techniques de formation reposant sur la dynamique de groupe sont largement utilisées depuis 20 ans dans le mouvement américain. Mais là encore, leur pratique dans le contexte d'une communauté de militants ayant lié leurs vies au changement de société a créé des conditions nouvelles pour leur utilisation. De plus, de nouvelles techniques ont été élaborées, inventées ou adaptées pour répondre tant aux besoins spécifiques du C.V. (intégration de nouveaux membres) qu'à la maturation politique du mouvement non-violent (macro-analyse).

Le projet initial du C.V. rédigé par G. Willoughby parlait de créer un « centre d'apprentissage », un « centre de formation ». Aujourd'hui celle-ci est présente dans **toutes** les activités du C.V. : grâce à une formalisation de certains processus de groupe et une libération de l'imagination, les groupes de tous ordres travaillent avec une efficacité remarquable dans tous les aspects de leur action.

La praxis (théorie + pratique) du Brésilien Paolo Freire a été beaucoup étudiée pour la formulation de ces techniques qui portent sur des domaines aussi divers que la formation d'une communauté, la conscientisation, la prise de décision démocratique, la résolution des conflits, les méthodes de réunion, l'intervention en pleine crise ou la préparation à l'action directe.

Il existe trois niveaux réguliers de formation :

① les week-ends d'orientation : au cours desquels une vue globale du MNS est donnée. Devant le succès du C.V., les week-ends ont dû être organisés à la cadence de un par mois et prévus un an à l'avance ;

② les sessions de deux semaines : de prise de contact, de conscientisation et généralement aussi d'action directe ;

③ enfin et surtout, le programme de formation de deux ans dans lequel, après une première année organisée pour le nouveau groupe, la seconde année consiste simplement à acquérir une expérience vécue par une participation normale au Centre.

« Ce programme de formation est organisé de façon à préparer les gens à un engagement à long terme dans la lutte pour la révolution non-violente et en particulier pour former des organisateurs pour le MNS. » (brochure du Centre de Vie). C'est, en fait, la raison d'être du C.V.

On peut dire que les effets internes de cette formation sont d'assurer une véritable démocratisation du mouvement par l'apprentissage des travaux les plus divers et donc la rotation des tâches qu'ils rendent possible. Un encouragement est donné à tous ceux qui peuvent entreprendre la rédaction d'un manuel dans le domaine qu'ils connaissent particulièrement afin de faciliter la transmission du savoir et du savoir-faire. Cette attitude permet de reprendre des mains de quelques animateurs le pouvoir trop grand qu'ils pourraient acquérir en tant que « formateurs attirés ».

Une critique malgré tout : il m'a semblé récemment que le « training » s'était institutionnalisé et avait presque acquis la forme d'un rite. Du point de vue sociologique et ethnologique, une analyse de ce phénomène serait à faire ; pour l'instant, il nous faut patienter avant de juger.

La Macro-Analyse.

La Macro-Analyse est un moyen de formation politique (au sens où nous l'entendons, c'est-à-dire formation intellectuelle) permettant à un groupe d'acquérir une connaissance réelle des problèmes écologiques, du Tiers-Monde,

des problèmes qui se posent à la société américaine, des alternatives à cette société et des stratégies possibles. Utilisant le fait qu'un groupe peut lire beaucoup plus qu'un individu isolé, la Macro-Analyse permet la redistribution de cette information au cours de séances hebdomadaires étalées sur 24 semaines. L'implication personnelle de chacun et du groupe dans son ensemble fait partie de la méthode, de sorte que ces séminaires de formation sont structurés pour déboucher sur l'action (3).

Aujourd'hui des centaines de séminaires de macro-analyse ont été organisés dans tout le pays. Pour mesurer l'importance de ce mouvement il faut connaître la pauvreté de la réflexion politique régnant généralement dans les milieux non-violents et de la contre-culture aux USA.

Les institutions parallèles.

Sans doute le plus grand échec du C.V. Seules deux expériences ont réellement été tentées. Une imprimerie a fonctionné pendant plus de trois ans mais n'existe plus à la suite de diverses erreurs. Seul existe toujours un service de livraison de repas à bon marché et de bonne qualité (biologique) pour les groupes de la ville (pendant leurs réunions...) mais il ne mobilise que trois personnes...

LA STRATEGIE POLITIQUE

La priorité accordée à l'action et à la mise en pratique a induit une insuffisance de réflexion sur la stratégie. Le besoin s'en fait ressentir de plus en

(3) C'est d'un de ces séminaires qu'est issue l'action contre les livraisons d'armes au Pakistan.

plus et des discussions nombreuses préparent l'élaboration d'une stratégie plus réfléchie.

La stratégie à moyen terme.

Les cinq premières années du centre de vie ont permis sa consolidation matérielle et humaine et le bouillonnement de sa structure. Dans un document de réflexion, W. Moyer, ancien militant pour les droits civiques et organisateur hors-pair, écrit :

« Le Centre de Vie de Philadelphie et le Mouvement pour une Nouvelle Société ont eu un succès incroyable — spécialement quand je regarde en arrière vers notre perspective en 1970 ou même 1971. Le C.V./MNS a donné forme et substance à ce qui était des sentiments, des idées et des rêves : la combinaison de la non-violence, du militantisme politique, de la vie et du soutien communautaire, de l'épanouissement personnel, de la libération humaine, de l'analyse radicale, d'une voie vers le changement, d'une vision d'une stratégie et de l'action. Et il l'a fait dans un processus permanent d'apprentissage, de changements et de croissance de nous-mêmes en tant qu'individus, organisation et mouvement. »

Sur cette lancée, le MNS a adopté une stratégie pour les cinq prochaines années : développer cinq nouveaux Centres de Vie dans cinq régions des USA. Ceci consolidera le réseau du MNS et permettra d'agrandir le champ d'expérience. Ceci sera-t-il possible ? Le C.V. n'est-il pas un genre d'expérience unique ?

Avec ce projet, le programme de formation sur deux ans prend tout son sens : ceux qui le suivent étant à même d'organiser par la suite un Centre de Vie dans leur région ; non pas comme une copie mais grâce à l'expérience personnelle acquise.

Cet objectif, qui permettrait de délocaliser de Philadelphie l'essentiel de l'activité du MNS, est suivi d'une autre idée : chaque C.V. créé pourrait aider à la constitution de cinq autres dans sa région pendant les cinq années suivantes ! On le voit, la stratégie du MNS vise haut ! Imaginons, en cas de réussite, les capacités politiques de vingt-cinq bases de formation et d'action...

La stratégie à long terme.

La seule stratégie à long terme qui semble globalement acceptée mais qui n'a encore jamais fait l'objet d'un débat et d'une adoption officielle (on est loin de notre formalisme français !) est celle décrite par G. Lakey dans son livre « Strategy for a living revolution » (Stratégie pour une révolution vivante) (4) et reprise par l'Internationale des Résistants à la Guerre dans le « Manifeste pour une Révolution non-violente ». Elle se divise en cinq étapes à peu près chronologiques :

1. la conscientisation ou préparation culturelle ;
2. la construction d'organisations qui soient fortes et cohérentes avec leurs buts ;
3. la confrontation par la « propagande des actes » ;
4. la non-coopération économique et politique de masse ;
5. les institutions parallèles aboutissant à un gouvernement parallèle.

Utopie ? Je pense que oui.

Dans leur livre collectif, « Moving toward a new society » (En marche vers

(4) Ce livre devrait être lu par tous les non-violents anglophones ou bien traduit. Bien qu'étant en désaccord avec lui je pense qu'il contient un ensemble de réflexions intéressantes. De plus il fourmille de récits d'actions directes aussi nombreuses que variées et qui en font un document de premier ordre.

une nouvelle société), quatre membres du MNS (S. Gowan, G. Lakey, W. Moyer et R. Taylor) écrivent, à la suite de la description d'un scénario catastrophiste sur les désastres économiques et écologiques futurs :

« C'est notre opinion que sans un mouvement populaire non-violent massif et efficace, quelque chose comme ce scénario est le type de futur le plus probable pour le monde. Les chances d'empêcher cela sont peut-être inférieures à 1% ; cependant, nous croyons qu'il vaut la peine de travailler pour ce 1 % ».

Catastrophisme et utopie ? Je pense que oui. Mais cette vision du monde a donné naissance à un prodigieux outil de développement de l'action — peut-être justement à cause de cette volonté de réellement révolutionner la société américaine — et à une expérience urbaine d'épanouissement personnel enrichissante.

Retour au socialisme utopique du XIX^e siècle ? Oui, à beaucoup d'égards. Il n'est pas étonnant que ce mouvement soit né aux Etats-Unis, puissance capitaliste la plus avancée, où l'analyse rigoureuse de type marxiste est si peu répandue.

Mais s'il nous semble que cette stratégie à long terme est une vue de l'esprit fausse, voire puérile, ne devons-nous pas nous laisser questionner par les enseignements concrets du Centre de Vie ? Si nos analyses ont beaucoup plus les pieds sur terre, n'oublions-nous pas trop souvent le but final de notre lutte (dans le mouvement non-violent sans doute moins que dans le reste de la Gauche) ?

« Nous sommes des créatures du vieux système qui, cependant, veulent aider à construire le nouveau système. Un de nos programmes doit être nous-mêmes. » (G. Lakey)

Pierre FABRE.

UNE NON-VIOLENCE à l'AMÉRICAINE

*Séminaire international d'entraînement
à l'action non-violente*

MEXICO juillet 1977

Cuernavaca : avant d'être connue grâce au centre de formation latino-américain créé par Ivan Illich, la ville de Cuernavaca, à moins de cent kilomètres au sud de Mexico et à 1 600 m d'altitude, était réputée pour son printemps éternel. Au XVI^e siècle, Fernand Cortés, célèbre conquistador espagnol, y avait fait construire son palais. Aujourd'hui les résidences secondaires des industriels et commerçants de Mexico... et des Etats-Unis cachent leur confort derrière des murs de verdure et des cascades de fleurs subtropicales. La campagne, parsemée de petites habitations en briques et en terre sèche, dominée de loin par d'anciens volcans, semble toujours habitée par l'ombre auréolée de Zapata, guérillero de la révolution agraire. A flanc de colline, un monastère ouvert s'est transformé pour trois semaines en « Séminaire international de formation à l'action non-violente ».

Né d'une initiative nord-américaine et d'une rencontre internationale en Hollande au mois de juillet 1975, ce séminaire voulait tenter de « renforcer le réseau mondial des groupes non-violents » et répondre aux besoins de « formation » des militants. L'entreprise, préparée pendant deux ans par des permanents issus de chaque continent, devait répondre à une question que nous nous posons tous : comment développer le travail militant de

base ? Comment « enraciner » la non-violence dans le monde d'aujourd'hui ?

« Ceci ne peut se faire sérieusement sans rompre l'isolement des groupes d'action locale et tirer parti des expériences réalisées dans l'un ou l'autre pays, sur l'un ou l'autre continent. » (Histoire du projet. Document préparatoire au séminaire.)

L'idée semblait juste et le projet ambitieux, dans un univers où l'injustice et la violence franchissent librement les frontières pour asseoir leur pouvoir, où la communication des idées et des actes se heurte aux monopoles de l'information pour ne parvenir jusqu'à nous qu'en éclats dispersés. Qui d'entre nous, en effet, n'a douloureusement éprouvé jusqu'à la paralysie de l'impuissance, l'envahissement de sollicitations trop nombreuses et si diverses, tant dans le domaine des droits de l'homme bafoués par la torture, que dans celui des « droits » de la nature pillés par la croissance ? Notre recherche embryonnaire sur les méthodes d'action non-violente ne s'est-elle pas, dès le début, fondée sur des exemples vécus de résistance à toutes les formes historiques et géographiques de l'écrasement ? L'Amérique latine, l'Afrique du sud, l'Asie du sud-est peuvent-elles aujourd'hui cesser d'encombrer notre conscience occidentale ?

L'idée d'une « transcontinentalisation de l'expérience » était donc séduisante. Mais pouvait-elle répondre aux besoins des militants de base ? Pour des raisons matérielles évidentes, elle pouvait tout au plus rencontrer le désir de quelques « chercheurs de paix », « organisateurs d'action » et « formateurs de militants » conscients de la tâche à entreprendre et soucieux de la poursuivre à l'avenir. Soixante-dix d'entre eux et d'entre elles furent ainsi sélectionnés — le mot n'est pas trop fort — des quatre coins du monde par les organisateurs d'Istna (International Seminar on Training for Nonviolent Action). Le projet exigeait des moyens financiers à l'échelle de son ambition : qui allait offrir les 116 000 dollars prévus, d'ailleurs insuffisants, pour réunir pendant trois semaines ces heureux représentants de l'humanité non-violente ? Qui, sinon des organismes tels que l'UNESCO, le Conseil mondial des Eglises, l'Internationale des résistants à la guerre, le Conseil national des Eglises (USA), le Mouvement international de la Réconciliation, le Consortium de recherche pour la paix, l'éducation et le développement, l'Institute for world order, la Berghof Stiftung et plusieurs associations d'Eglises, de l'Europe du nord en particulier. L'indépendance du travail à accomplir devait être garantie par la diversité même des soutiens financiers (sic), mais il est apparu clairement par la suite que l'origine même de ces soutiens n'était pas sans rapport avec les projets du séminaire. Comment pouvait-il en être autrement ? Le programme, centré sur « la formation de formateurs », s'était donné officiellement quatre buts :

1) Inventorier toutes les ressources techniques et humaines en matière de formation à l'action non-violente — projet soutenu par l'UNESCO.

2) Rechercher les possibilités que peut offrir la non-violence dans des situations extrêmes de répression, en particulier dans les pays du tiers monde.

3) Discuter de la création éventuelle d'une force non-violente pour le « maintien de la paix » dans les conflits internes ou internationaux — projet appuyé par l'International Peace Academy.

4) Approfondir la connaissance des moyens

de formation et définir les rapports existant entre non-violence personnelle et non-violence politique.

Une indéniable bonne volonté, à défaut d'une réelle analyse politique, présidait à ces propos et allait se confirmer d'une manière étonnante, bien que prévisible, dans le déroulement du séminaire.

Grouillante, bruyante et brillante, une forte odeur de gaz oil, la ville de Mexico évoque, en son centre de sept millions d'habitants, les plus grandes villes de l'Amérique du nord. Pourtant, la population aux allures paisibles qui marche, vend et achète aux pieds des buildings bancaires est solidement métissée d'Indiens et désigne l'Amérique centrale. Sept autres millions d'habitants vivent dans l'agglomération étendue en d'immenses bidonvilles où l'odeur est plus « naturelle » et le bruit plus « humain ». Charnière géographique entre les deux Amériques, le Mexique est à la fois un pays en voie de développement avec un produit national brut (PNB) par habitant de 5 600 F en 1976 (France : 31 600, USA : 37 440) et un pays développé avec le quinzième PNB global du monde (1). L'aigle aztèque, partout présent, veille symboliquement sur l'indépendance nationale chèrement défendue contre le voisin géant des USA qui, après l'avoir amputé de la moitié de son territoire au XIX^e siècle — Texas et Californie — l'envahit maintenant par capitaux interposés. Maints exemples de cette tension permanente nous seront apportés par l'actualité de cet été 1977, à commencer par la fermeture de la frontière commune, décidée par les USA, à la migration illégale d'ouvriers agricoles mexicains.

En « institutionnalisant » la révolution, le parti au pouvoir, le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) a apparemment rompu la ronde des dictatures et permis l'élection d'un président, désigné par le clan dirigeant. Si les derniers guérilleros se sont tus, il y a seulement quelques années, ouvriers, paysans et étudiants ne se satisfont pas de ces apparences socialistes et veulent achever la révolution de 1910. Une révolution agraire d'abord, qui donne la terre

(1) Atlaseco du Nouvel Observateur, 1977.

à ceux qui la travaillent, ce qui est encore loin d'être le cas. Dans la province du Chiapas, les ouvriers agricoles du café, gagnant 10 pesos par jour, soit environ 2,50 F, pour travailler les terres qui les ont vu naître et qui appartiennent à de grands propriétaires absents, voient, en réponse à leurs revendications, leurs villages envahis, le 11 juillet, par une opération militaire hélicoptée : « Plus de 250 personnes, hommes, mais surtout femmes et enfants, furent emprisonnés pendant quatre jours dans l'école fédérale de Simojovel... » (2).

A Mexico même, des manifestations de solidarité se déroulaient (puissamment encadrées par des policiers que l'on pouvait reconnaître à leur manière de se tenir à cheval) pour des paysans que le chômage avait attiré en ville. En même temps, et pour la première fois depuis les fusillades de 1968, les étudiants de Mexico — 200 000 — suivant les travailleurs de l'université, faisaient une grève de 80 jours... Une proposition récente du président Lopez Portillo semble vouloir permettre la légalisation prochaine des partis marxistes d'opposition.

La route qui conduit de Mexico à Cuernavaca est une belle allée au centre d'un grand parc. D'un col à 3 000 m on aperçoit le cône neigeux du vieux volcan Popocatepetl, avant de traverser les forêts et de parvenir aux délices du « printemps éternel ». Loin des cris de la ville, les fleurs de la non-violence — flower power — vont enfin pouvoir s'épanouir.

D'entrée, le ton est donné : comment amener des Africains et des Japonais, des Indiens et des Brésiliens, des Européens, des Philippins et des Porto-Ricains, des Américains et des Polonais... à fraterniser — au sens Quaker du terme — alors qu'ils ne se connaissent pas, ne parlent pas la même langue et vont devoir travailler ensemble pendant trois semaines ? D'emblée, les précieuses techniques de dynamique de groupe empruntées aux psycho-sociologues modernes, ces nouveaux Taylor des relations humaines, nous prennent en

charge et nous imposent les règles d'un jeu mondain.

La formation de groupes plus restreints dans lesquels le travail lui-même devient un lieu naturel de rencontre et permet de vrais échanges, assouplira quelque peu ces règles sans toutefois les briser complètement. Tout au long du séminaire, d'incessantes « évaluations » seront faites sous des formes expérimentales diverses, questionnaires écrits, sondages chiffrés, affichage public, assemblées régionales ou plénières,, afin de rectifier le cours des discussions et de « mieux répondre aux besoins et aux manques ». Alors que des relations s'élaborent, que les questions dont chacun est porteur se rapprochent et se répondent, que l'Afrique du sud découvre l'Amérique latine et que l'Irlande parle aux Philippines, les techniques d'évaluation permanente contrôlent l'ordre du jour : la formation à l'action non-violente.

L'éducation populaire en Inde du sud et en Sicile, les actions antinucléaires au Japon et en Allemagne fédérale, la résistance à la militarisation en France et aux USA, les mouvements de libération en Afrique du Sud, les grèves et les boycotts des Chicanos, l'apprentissage difficile des peaces peuples en Irlande du nord, l'objection de conscience en Espagne, les leçons des « droits civiques » après Martin Luther King, squattage et contre-information au Danemark, les communautés agraires et la conscientisation en Amérique latine..., autant d'exemples vécus par les participants au séminaire et dont on aurait pu penser qu'ils allaient constituer une base de travail étonnamment riche pour analyser et élaborer *différents types de formation*, adaptés aux différents types de situation. L'expérience des uns pouvait en effet confirmer ou infirmer celle des autres, le succès des uns éclairer l'échec des autres et réciproquement.

Au lieu de cela, ces exemples n'ont servi qu'à l'information, jamais ou presque ils n'ont nourri la recherche. Celle-ci était préorientée vers une *formation universelle et technique* à l'action non-violente que chacun aurait ensuite à appliquer selon les besoins et les possibilités du lieu et du moment : sociodrames, jeux de stratégie, avalanches d'idées,

(2) Proceso. Hebdomadaire mexicain d'information et d'analyse, n° 39, 1^{er} août 1977.

exercices de décision rapide, maîtrise de rumeurs, élaboration de campagnes, « facilitation » de discussions, modèles organisationnels, processus d'évaluation, etc...

Une non-violence de technocrates dont les méthodes sont expliquées dans des manuels après avoir été empruntées aux milieux médicaux, universitaires, commerciaux et militaires américains.

Une non-violence de spécialistes dévoués qui ont trouvé pour les autres la voie juste de la paix, mais qui oublient pour eux-mêmes de voir la cause réelle de la guerre.

Une non-violence d'état-major pour servir quelle justice et « maintenir » quelle paix ?

Une non-violence de moyens techniques, coupée de toute analyse politique et orientée vers une finalité trop vague : le changement social, la société alternative, les relations transnationales.

Un tel jugement peut paraître abusif à ceux et à celles qui ont eu l'occasion d'éprouver les bienfaits d'une dynamique de groupe et la richesse d'un jeu de rôle. Nul doute que ces techniques, employées avec mesure et non comme des gadgets puissent enrichir la formation à l'action non-violente et collective. Mais, systématisées et sorties du contexte socio-culturel dont elles sont issues (pour ne pas dire inséparables), seraient-elles devenues « neutres » et applicables à des fins réellement révolutionnaires ?

Le vocabulaire lui-même est ici un véhicule ambigu, jamais totalement libéré de sa charge culturelle. « Changement social », « économie alternative », « neutralité », « maintien de la paix » et même « révolution » n'ont pas le même sens entre les dents d'un Africain du Botswana et sur les lèvres d'un Américain de Philadelphie. Les délégués au séminaire de Cuernavaca en ont fait l'expérience à leur dépens, malgré l'avantage d'une traduction simultanée. Ce ne sont pas les langues étrangères qui constituent l'obstacle majeur à la communication, mais le langage : « révolution » en anglais se dit « *revolucion* », en espagnol... il s'agit rarement de la même réalité.

Il est frappant de constater à quel point une même réalité peut être transformée par le moyen

— au sens fort de *medium* — choisi pour l'appréhender. La compréhension des choses et des êtres n'est jamais totalement indépendante de l'outil de connaissance. Et cet outil peut varier à son tour selon les situations. Une technique psychodynamique d'approche des relations humaines pourra se justifier dans le contexte d'une civilisation du confort et du bien-être matériels parce que la machine (voiture, téléphone, etc.) a remplacé le contact direct entre les êtres : elle aura une valeur thérapeutique de redécouverte du réel. Appliquée dans un milieu de vie plus proche de la nature où les hommes et les femmes se rencontrent aux champs ou à la rivière, cette même technique sera totalement inapplicable ou produira l'effet inverse : elle aura ici valeur de jeu artificiel pour fuir le réel. Certaines méthodes d'éducation proposées à Cuernavaca ont eu exactement cet effet ; l'erreur n'était pas de les avoir inventées, mais de les avoir présentées comme universellement applicables.

Devant des « trucs infailibles » d'entraînement à la non-violence, un malaise profond a gagné la moitié au moins des participants, ceux en tous cas que le réalisme blessant de la prison et de la souffrance avait rendus rebelles à toute standardisation de la non-violence. Dénonçant la naïveté scandaleuse des « techniciens du maintien de la paix », un texte vigoureux fut rédigé par des représentants du tiers monde et quelques Européens et communiqué à tous. Simple application des méthodes de protestation enseignée par les maîtres ! Ce texte, qui certainement ne paraîtra jamais dans les comptes rendus officiels, mais qui déjà circule aux quatre coins du monde, se terminait ainsi :

« Après tout, quelle est la violence que nous combattons ? Est-ce la violence des mouvements de libération ? Ceux-là ont-ils choisi la violence pour répondre à l'injustice ? N'est-ce pas plutôt contre la violence du colonialisme d'hier, toujours vivant dans l'impérialisme économique d'aujourd'hui, n'est-ce pas plutôt contre cette violence-là que nous nous battons ? Etrange, comme si la violence ne venait que des peuples opprimés ! N'est-il pas un peu tard pour parler de non-violence ? »



Mexico, 6 juillet 1977. — Occupation de l'université par un corps spécial de la police, les granados.

7 juillet. — Cent policiers débarquent au CENCOS — Centro Nacional de Comunicacion Social —. La circulation est arrêtée pendant plusieurs heures dans la rue. Pillage en règle du centre. Confiscation de 14 ans de documents, des machines à écrire et des ronéos.

Le CENCOS est une association reconnue officiellement, indépendante, dont les buts sont de collecter, analyser et diffuser à la base une information venue de la base.

Après une longue enquête, José Alvarez Icaza, directeur du CENCOS, a pu établir que ni la police, ni le ministère de l'Intérieur, ni celui de la Justice, ni même le gouvernement n'avait pris l'initiative de cette intervention.

Qui est responsable au Mexique, demande José Alvarez Icaza ? Et il répond : « Ce sont en fait les agences nord-américaines qui contrôlent le système politique mexicain et l'utilisent aux dépens des responsables du pays. Je ne peux pas démontrer cela car la CIA ne demande jamais de permis pour opérer. Un centre comme le nôtre est subversif parce qu'il est en contact permanent avec la base ouvrière, parce qu'il est soutenu par des journalistes et parce qu'il a été fondé par des chrétiens qui refusaient de mourir de faim pour aller au ciel. Nous sommes en face d'une double réalité : d'une part, la domination économique des multinationales qui sucent le sang du pays — c'est la violence —, et d'autre part la peur des pouvoirs en place devant l'organisation de la base populaire. L'information populaire est subversive... En Amérique latine, nous ne pouvons pas lutter. Nous attendons de vous Américains, Français, Allemands, Anglais que vous criiez partout ce scandale de l'exploitation des deux tiers du monde par les pays riches, et que vous créez chez vous un mouvement vigoureux en faveur de la justice. » (3).

Olivier VIAL.

(3) Entrevue de José Alvarez Icaza avec les membres du séminaire international.

SESSION AU LARZAC

Le CUN du Larzac, La Blaquèrerie, 12230 La Cavalerie, organise du 26 décembre au 3 janvier prochains une session sur **LE POUVOIR DE/PAR LA NON-VIOLENCE**. Le pouvoir d'Etat légitime et organise la violence : au nom de quelle conception de l'organisation sociale et aux dépens de qui, de quoi ? La désobéissance civile est-elle expérimentation et création d'une nouvelle forme de rapports sociaux et laquelle, ou est-elle un simple mouvement réactionnaire face aux abus de l'Etat ? Quels enseignements nous donne la lutte du Larzac ?

Outre cette session, rappelons que le CUN organise un chantier permanent, ouvert à tous les volontaires, pour construire un centre de recherches et de rencontres pour la Paix, au cœur de la zone concernée par le projet d'extension du camp.

le mouvement ouvrier aux U. S. A.

Entretien avec Marianne DEBOUZY

Par suite de contre-temps dans le courrier, Marianne Debouzy n'a pu revoir cette transcription de son interview. Nous la publions donc sous notre seule responsabilité.

A.N.V. — *Les Etats-Unis ont été un des premiers pays à être industrialisés. Marx pensait que la révolution pourrait partir de là ; on s'aperçoit aujourd'hui que la classe ouvrière y semble très « intégrée », qu'il n'y a plus de mouvement socialiste pratiquement aux Etats-Unis. Comment expliquer cela ?*

M.D. — C'est vrai que l'intégration et le non militantisme apparent de la classe ouvrière aujourd'hui, contraste avec la classe ouvrière telle qu'elle s'est manifestée par exemple dans les grandes luttes du XIX^e siècle. Ces luttes étaient liées à l'industrialisation rapide des Etats-Unis, aux conditions dans lesquelles le capitalisme s'est développé.

A la fin du XIX^e siècle (en 1886, en 1892 et au début du siècle) il y a eu des luttes ouvrières d'une extrême violence, qui ont impliqué quelquefois des milliers et même des centaines de milliers de gens. Cette combativité s'est encore exprimée en 1919 (où il y eut un nombre de grèves extraordinaire) et dans les années 30, où les luttes ont été surtout menées pour la syndicalisation. Je crois que le changement dans la classe ouvrière s'est opéré pour diverses raisons à l'époque du *New-Deal* et que c'est à partir de cette époque là que le militantisme de la classe ouvrière s'est atténué pour ne pas dire disparu.

Il ne faut peut-être pas surestimer l'intégration de la classe ouvrière. Evidemment il y a quantité de signes de cette intégration : par exemple, aujourd'hui, la classe ouvrière fait beaucoup moins grève qu'au XIX^e siècle. Il y a des syndicats qui ont signé des contrats collectifs qui excluent pratiquement l'exercice du droit de grève : c'est le cas du syndicat de l'acier. C'est vrai que dans les années récentes, au temps du Vietnam, la classe ouvrière ne s'est pas manifestée avec vigueur contre la guerre ; mais ça ne veut pas dire que tous les syndicats ou tous les syndiqués étaient pour la guerre du Vietnam. Autre exemple d'intégration, le rapport entre le patronat et le syndicat de l'automobile : il y a quelques années, il y a eu une très grande grève à la veille d'un renouvellement du contrat collectif, et cette grève a duré en longueur ; or le syndicat, dans le système américain, doit acquitter des cotisations qui contribuent au fond de retraite des ouvriers. Il verse donc des sommes considérables à un fond de retraite qui est géré par le syndicat, le patronat et l'Etat. La grève durant, le syndicat versant des indemnités aux grévistes aurait pu être en difficulté pour verser les sommes qu'il devait verser au fond de retraite. L'entreprise accepta d'avancer les millions de dollars nécessaires à la bonne gestion du fond de retraite, facilitant ainsi le financement de la grève par le Syndicat ! Cela montre à quel point, dans le

système des contrats collectifs, tels qu'ils fonctionnent aux Etats-Unis, la grève est programmée : l'entreprise préférerait que la grève ait lieu à *ce moment-là*, plutôt que de voir la production interrompue à un moment inattendu. Mais il y a d'autres faits qui montrent que cette intégration n'est pas complètement réalisée ou qu'elle n'est pas exactement ce que les idéologues américains voudraient faire croire. S'il est vrai que dans les contrats collectifs, la grève a été en quelque sorte exclue de fait des pratiques de la classe ouvrière, il est vrai aussi que la base n'est pas toujours d'accord avec ce fait.

Par conséquent il y a quantité de grèves sauvages sur les problèmes des conditions de travail (et pas seulement de revendications salariales) qui sont faites *contre* les directions syndicales. Ces grèves sauvages ont été très nombreuses dans les années récentes. Un des exemples les plus connus, c'est la grève de « Lord Stown » en 1972 contre l'accélération des cadences.

Une autre manifestation plus diffuse mais très réelle de la non-intégration, c'est l'absentéisme : le refus du travail et de l'éthique du travail parmi les jeunes. Le fait que les gens ne viennent plus au travail, n'acceptent plus les normes de travail qui leur sont imposées, exercent une « résistance » contre ces normes et contre cette éthique du travail, allant par exemple jusqu'au *sabotage*. Une des raisons du caractère souvent peu sûr des voitures tient aux sabotages - Ce n'est pas la seule, mais cela prouve que les ouvriers n'accomplissent plus toutes les opérations qu'ils devraient accomplir.

Une autre manifestation qui est plus politique, c'est l'abstention massive aux élections ; c'est la preuve non pas d'un désintérêt pour la politique, comme on voudrait le faire croire, mais que les ouvriers ont conscience que le jeu politique américain est complètement truqué ; et que aucun des deux partis ne répond vraiment à leurs aspirations et ne cherche à les satisfaire. Des études récentes prouvent un certain scepticisme, une méfiance à l'égard des institutions politiques, et montrent que l'abstentionniste a une conscience politique. Voilà des preuves que l'intégration de la classe ouvrière n'est pas entièrement réalisée. De plus, un problème récent va peut-être donner aux ouvriers américains

une conscience plus « internationaliste » du problème ouvrier : Quantité d'usines de productions, qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, ont quitté les Etats-Unis pour aller s'installer dans les pays du Tiers-Monde où la main-d'œuvre est bon marché. C'est quelque chose qui a un impact sur la classe ouvrière ; ça la rend peut-être xénophobe, ça la rend peut-être raciste, mais ça la fait réfléchir sur les formes internationales du capitalisme américain.

AN.V. — *Que représente, dans la population américaine, cette classe ouvrière ?*

M.D. — C'est une question très difficile et qui a été longuement débattue. Il y a deux questions là : le problème de la *composition* de la classe ouvrière : qui en fait partie ? A quel type de travail est-elle astreinte ? Le deuxième problème, c'est l'*évolution* de cette classe ouvrière à la fois dans sa composition et dans ses activités.

Dans les années 50, la grande idée, c'était que la classe ouvrière était en voie de disparition parce qu'on identifiait classe ouvrière et travailleurs manuels. Du fait de l'automation et du développement du tertiaire, l'idée que la classe ouvrière n'existait plus s'est développée. Les années ont apporté un démenti à ce fait. D'abord les travailleurs manuels continuent à exister, et dans le secteur des services, on peut dire que sont camouflés des gens qui sont travailleurs manuels mais qui n'apparaissent pas comme tels dans les statistiques. Par exemple, des personnes qui transbahutent des marchandises, qui font du travail de surveillance, ou des boulots non spécialisés dans les postes sont des travailleurs manuels qui ne sont pas enregistrés comme tels dans les statistiques. D'autre part dans ceux qu'on appelle les « cols blancs » il y a quantité de gens qui font un travail non qualifié, monotone, répétitif et extrêmement mal payé. Là encore, les statistiques américaines les font apparaître dans la catégorie « cols blancs » et on peut se poser la question quant à leur appartenance à la classe ouvrière. C'est donc très difficile de parler de la classe ouvrière globalement parce qu'elle n'est pas monolithique. A l'intérieur, il y a des gens qui font des métiers extrêmement différents, rémunérés très

différemment et entre eux il y a des divisions, pas uniquement professionnelles, mais aussi raciales, ethniques, sexuelles, etc...

La tendance des sociologues américains, dans les années récentes, c'est de renverser l'analyse qui avait été faite, et de montrer la *permanence* et l'*importance* de la classe ouvrière aux Etats-Unis. Certains sociologues disent que 60 % de la population active appartient de fait à la classe ouvrière, si l'on tient compte non seulement des travailleurs manuels mais de tous ceux qui, dans d'autres secteurs de la production ou des services, sont rémunérés de façon tout à fait comparable à des travailleurs manuels. Il y a là un changement d'optique qui est très important et qui est naturellement lié à toute l'histoire du « Mouvement » dans les années 60, et à toute la mise en cause des recherches traditionnelles en sociologie, économie, etc...

A.N.V. — *Qu'est-ce qui a favorisé le passage d'une très grande combativité à une combativité extrêmement réduite de la classe ouvrière ?*

M.D. — L'évolution des 10 ou 20 dernières années a renforcé l'écart qui peut exister entre certains types d'ouvriers ou de techniciens très qualifiés et ceux qui travaillent dans des emplois très mal payés. Cette évolution s'accompagne d'un phénomène qui n'est pas tout à fait propre aux Etats-Unis mais qui est très important, c'est la *féminisation* d'une partie de la main-d'œuvre, en particulier dans les emplois les plus mal payés. Cet écart a aussi été renforcé par l'évolution technologique des dernières années et l'évolution de l'économie américaine, mais ce n'est pas quelque chose qui est sorti du néant. La restriction des qualifications à une toute petite partie de la main d'œuvre existait au début du XIX^e siècle, et s'est accentuée après. Ce qui est spécifiquement américain c'est que les syndicats ont utilisé ce clivage entre les ouvriers pour bâtir leurs organisations ! Alors qu'en France, même s'il a existé des syndicats d'ouvriers qualifiés, la philosophie du syndicalisme de masse s'est constituée tout de suite sur la base du syndicalisme industriel. Ce qui est très surprenant aux Etats-Unis, c'est que le syndicat industriel n'a véri-

tablement existé, massivement, que dans les années 30. Donc, pour revenir au problème du clivage entre une « élite ouvrière » et une masse d'ouvriers qualifiés, ce qui est spécifique au syndicalisme américain, c'est que ce clivage est devenu la base des organisations. Cette idéologie d'une « élite ouvrière » a fortement imprégné le mouvement syndical américain et a peut-être même contaminé des syndicats qui n'étaient pas, à l'origine, des syndicats de métiers. C'est certainement un des facteurs qui a contribué à freiner le développement de la conscience de classe aux Etats-Unis : les syndicats n'ont pas agi dans le sens du développement d'une conscience ouvrière.

A.N.V. — *Cela pose le problème des relations entre les dirigeants syndicaux d'une part et la base ouvrière de l'autre : comment les instances syndicales ont-elles pu jouer un rôle qui paraît contraire à l'esprit syndical ?*

M.D. — Sans vouloir disculper les dirigeants syndicaux, il ne faut pas leur faire porter entièrement la responsabilité de cette évolution. Il y a eu un certain nombre de facteurs qui ne sont pas uniquement liés à la classe ouvrière ou aux organisations syndicales et qui ont favorisé le développement de cette idéologie dans le mouvement ouvrier. Les organisations ouvrières reflètent certaines aspirations de cette classe ouvrière, et aussi certains éléments des structures sociales aux Etats-Unis. Il ne faut pas schématiser, en faisant porter sur les instances dirigeantes du mouvement syndical la responsabilité de l'intégration de la classe ouvrière. C'est vrai qu'ils ont joué un rôle dans le sens de l'intégration, mais ils ne sont pas les seuls facteurs de cette intégration.

Pour expliquer ce point, il faut revenir en arrière. D'abord il ne faut pas oublier, en ce qui concerne la composition de la classe ouvrière elle-même, que cette classe ouvrière s'est formée par des vagues successives de migrants, et que cette division a joué un rôle très important dans l'histoire du mouvement ouvrier. Elle a rendu plus difficile le développement d'une conscience de classe globale.

D'autres éléments, extérieurs aux organisations syndicales, à la classe ouvrière elle-même, ont joué ;

par exemple les structures politiques du pays. Un des éléments qui a permis à la conscience de classe de se développer en Europe, c'est la lutte de la classe ouvrière contre l'Etat, la perception de l'Etat comme étant vraiment l'oppresseur. Or la structure fédérale aux Etats-Unis rend cette prise de conscience plus difficile : Dans les luttes ouvrières, les ouvriers n'ont pas en face d'eux un Etat oppresseur ; ils ont en face d'eux des patrons, ils ont en face d'eux des milices de l'Etat de Pensylvanie, de New-York, du Michigan... et l'Etat fédéral apparaît comme beaucoup plus neutre. C'est un mythe, mais aux Etats-Unis ce mythe a la vie beaucoup plus dure qu'ici à cause de cette structure fédérale ; l'Etat représente le bien général. La législation sociale aux Etats-Unis n'est pas élaborée (jusque dans les années 30) par l'Etat fédéral. Quand les gens se battent au Massachusetts pour la journée de 10 h puis de 8 h, ils ne se battent pas contre l'Etat fédéral. Même aujourd'hui où il y a une législation nationale importante en matière de travail, une très grande partie de la législation est une législation au niveau de l'Etat : ça fragmente aussi la conscience de la classe ouvrière. Bien sûr au XX^e siècle les choses ont changé, et l'Etat a pris en main les problèmes du travail d'une façon qu'il n'avait jamais fait auparavant. Mais il l'a fait dans des termes tels que cela a freiné le développement de la conscience de la classe ouvrière, cela s'est passé à l'époque de *New-Deal*. Jusque dans les années 30, les patrons étaient résolument hostiles aux syndicats et s'efforçaient de neutraliser leur action. Dans les années 30, la très grande combativité de la classe ouvrière a paru dangereuse au gouvernement américain ; aussi Roosevelt et l'administration du *New-Deal* se sont efforcés de trouver les moyens de neutraliser cette combativité. Pour cela il a fallu faire des concessions : il a fallu obtenir des patrons qu'ils reconnaissent les syndicats. Mais pas n'importe quel syndicat - Si le C.I.O. a été un syndicat progressiste où les communistes ont joué un rôle très important (à sa fondation), c'était malgré tout un syndicat qui à cause des règles du jeu imposées par l'administration du *New-Deal*, permettait dans une large mesure de canaliser la combativité des ouvriers. C'est le sens de la

législation sociale du *New-Deal* : donner à la syndicalisation des formes acceptables par le patronat permettant au gouvernement d'intervenir entre le patronat et la classe ouvrière.

Ceci a été tout à fait déterminant pour l'orientation du syndicalisme contemporain ; les dirigeants syndicaux ont accepté les règles qui leur ont été proposées par l'administration du *New-Deal* et, de fait, ils sont devenus les meilleurs soutiens du parti démocrate dont Roosevelt était l'incarnation. L'intégration a été le prix que les syndicaux ont accepté de payer pour la reconnaissance de leur syndicat, dans une alliance avec le patronat et l'Etat. Dans la mesure où la société américaine est dominée par l'idéologie du business, d'une certaine façon les syndicats ont repris à leur compte cette idéologie.

A.N.V. — *Est-ce que la classe ouvrière ne s'est pas sentie un peu piégée avec ces rapports institutionnels avec l'Etat ?*

M.D. — Il y a des gens dans la classe ouvrière qui ont tout à fait eu cette impression et en particulier dans les secteurs les plus à gauche. Un des dirigeants syndicaux, dans une interview qu'il a donnée très longtemps après, explique très clairement que pour lui, le *New-Deal* a été le grand piège de la classe ouvrière. En 1936-37, il y a eu des luttes ouvrières qui venaient plutôt de la base et qui remettaient en cause d'une certaine façon l'orientation qu'on était en train de donner au mouvement ouvrier. Le problème qui reste entier, c'est : pourquoi une partie de la classe ouvrière américaine a eu le sentiment d'avoir été piégée et a refusé cette forme de syndicalisme, mais sans jamais donner forme ou expression à sa contestation ? C'est lié aux divisions qui existent à l'intérieur de la classe ouvrière américaine et à la position de domination très puissante acquise par les syndicats : contre eux il est très difficile de lutter.

Un des exemples les plus éclatants de cette difficulté, c'est ce qui s'est passé dans les années 60 à Détroit, dans une entreprise, lorsque les Noirs ont essayé de prendre en mains leurs affaires à l'intérieur du syndicat. Cela vaut la peine d'en dire un mot : il y a eu dans les années 60 une résurgence du militantisme parmi les ouvriers, et en particulier

parmi les ouvriers noirs. Ils ont cherché à donner des formes nouvelles, originales, à leur organisation. Ils ont constitué des organisations noires à l'intérieur du syndicat parce qu'ils ne s'estimaient pas représentés de façon satisfaisante : les instances dirigeantes (qui ne comptaient pas de Noirs) ne prenaient pas en compte leurs revendications sur les conditions de travail, etc... mais ils n'ont pas voulu quitter le syndicat pensant que c'était à l'intérieur qu'il fallait mener la lutte ; et ils ont mené une lutte dans des formes de militantisme vraiment extraordinaires.

On en trouve des échos dans un film qui a été fait à l'époque et qui retrace ces luttes. Ils ont mobilisé les ouvriers, les ont vraiment amenés à s'exprimer, à venir dans des réunions, à voter ; et ils ont essayé de prendre en main leurs affaires syndicales au niveau local. Finalement, ils ont échoué, parce que le syndicat a fait des manipulations telles que les Noirs, malgré des votes majoritaires, ont été neutralisés par la bureaucratie syndicale avec une efficacité complète.

L'exemple des organisations révolutionnaires noires à l'intérieur des usines Dodge ou Ford, montre vraiment l'impuissance de la base à lutter efficacement contre la bureaucratie syndicale, très bien retranchée dans ses appareils. Et peut-être que si les ouvriers blancs avaient été davantage solidaires des ouvriers noirs la lutte aurait pris un autre tour. On a vu récemment à l'intérieur du syndicat de l'acier une lutte de gens qui essayaient de mettre en cause les pratiques des dirigeants syndicaux. C'est encourageant de voir que même dans les syndicats réputés comme totalement intégrés, il y a des voix très nombreuses pour remettre en cause cette intégration.

A.N.V. — On a l'impression, en France, que le mouvement ouvrier aux Etats-Unis est complètement dépourvu de projet de société, contrairement à ce qui se passe en France. Est-ce que les ouvriers américains peuvent être satisfaits du système tel qu'il est actuellement ?

M.D. — Il faut quand même dire que la classe ouvrière américaine est très divisée, très diversi-

fiée : si elle a en son sein des gens qui sont incroyablement exploités, il faut dire qu'une partie de la classe ouvrière a profité du système. Il y a des gens qui sont très exploités, et il y a ceux qui n'arrivent même pas à faire partie de la classe ouvrière active ! N'oublions pas le taux de chômage actuellement : dans certaines catégories de la population, par exemple parmi les Noirs, ce taux de chômage peut aller dans les villes jusqu'à 50 % et plus. Il n'est donc pas question de dire que toute la classe ouvrière américaine est prospère et riche, etc... Quant à ceux qui le sont, c'est au prix d'un travail considérable. Contrairement à l'image qui est donnée au public d'une classe ouvrière opulente qui vit confortablement, il faut se rappeler que si certains ouvriers américains gagnent bien leur vie, ils la gagnent au prix d'efforts considérables. Des études récentes montrent que depuis 30 ans la durée hebdomadaire du travail n'a pas bougé. Ceci remet complètement en cause tout ce qui a été dit sur la « société du loisir », et tout ce qui a été dit dans les années 50 sur la société opulente, etc... Cependant on ne peut pas nier qu'une certaine partie de la classe ouvrière a un niveau de vie relativement élevé par rapport aux classes ouvrières d'autres pays. Ce niveau de vie elle l'a en partie acquis sur le dos d'autres classes ouvrières d'autres pays. Car en fait le capitalisme américain, l'exploitation par les Américains des ressources des autres pays a profité d'une certaine façon à la classe ouvrière américaine : elle a ramassé les miettes de la richesse économique acquise grâce à l'exploitation des autres peuples du monde. Aujourd'hui, quand les usines américaines déménagent (comme c'est le cas du textile, des usines de construction mécanique, des usines de fabrication de télévision, etc...) dans les pays du tiers monde, à Hong-Kong, aux Philippines, à Makao, etc... elle s'aperçoit que les industriels cherchent de la main-d'œuvre à bon marché, qu'on est en train de lui retirer du travail, et que c'est parce que les autres sont pauvres qu'elle est en train, elle aussi, de s'appauvrir. Est-ce par là que la classe ouvrière finira par comprendre cette dimension du problème ?

Propos recueillis par C. Delorme et P. Fabre.

SEABROOK avril 1977

occupation non-violente d'un site nucléaire

Nous avons reçu des Etats-Unis un document intéressant, retraçant la récente manifestation non-violente sur le site nucléaire de Seabrook (New-Hampshire). Ce récit, fait par l'une des participantes, VICKI ROVERE, est trop long pour être reproduit intégralement ici. Nous en tirons simplement des éléments concernant l'organisation d'une action non-violente aujourd'hui aux USA.

Cette marche était la troisième sur le site de Seabrook. Les deux premières avaient eu lieu en août 1976. La première n'avait réuni que 18 personnes, la deuxième, 180 ; tous ces manifestants avaient été arrêtés. Celle d'Avril 1977 a rassemblé plus de 2 000 personnes, dont 1 414 furent arrêtées. Ce fut la plus importante arrestation de masse aux U.S.A. depuis celle des opposants à la guerre du Viet-Nam à l'occasion du « Mayday » en 1971. Il faut souligner que cette occupation a été la plus grande action de désobéissance civile dans la lutte anti-nucléaire américaine ; de plus, elle a été préparée avec un soin particulier.

Les trois marches ont été organisées par la « Clamshell Alliance », association fondée par des

habitants de la Nouvelle Angleterre moins d'un an auparavant. La deuxième marche a servi en quelque sorte de banc d'essai, puisque l'occupation d'Avril a été organisée de la même façon, mais à une plus grande échelle.

LA PREPARATION

Chaque marcheur devait être membre d'un groupe de 10 à 20 personnes (« Affinity group ») et avait participé à au moins une session d'entraînement aux méthodes d'action non-violente avant l'occupation.

Cet entraînement comprenait :

— des indications géographiques pour s'orienter autour du site ;

— les consignes en vue de l'occupation : pas de feux, pas de panique, pas de drogue ni d'alcool, réponses non violentes à toutes les agressions, pas d'atteinte à la propriété ;

— la connaissance mutuelle des membres du groupe ;

— l'apprentissage de quelques chants anti-nucléaires ;

— des « jeux de rôle » pour apprendre des réponses non violentes vis-à-vis de la police, des provocateurs, des contradicteurs.

Pour les entraînements, on avait fait appel à des gens expérimentés, en particulier à des membres du *Mouvement pour Une Nouvelle Société*.

Deux films ont été utilisés pour faire connaître aux populations les risques nucléaires : « Lovejoy's Nuclear War » (« la guerre nucléaire de Lovejoy », à propos de Sam Lovejoy qui avait détruit une tour d'observation météorologique sur un site nucléaire en 1974) et un film sur l'occupation de Wyhl (R.F.A.).

On voit ainsi l'importance de l'internationalisation de la lutte : c'est un article sur l'occupation de Wyhl, paru dans un journal américain, qui a donné aux membres de la Clamshell l'idée d'une occupation du site de Seabrook. Inversement, en Janvier 1977, le livre de John G. Fuller « We almost lost Detroit » (« Nous avons failli perdre Detroit » dont le sujet est un accident nucléaire) a été traduit et publié en feuilleton dans « Der Spiegel » (journal allemand).

En arrivant sur le lieu de rassemblement, tous les participants ont reçu un brassard pour se reconnaître entre eux. Ils ont ensuite planté leur tente et les rencontres entre les différents groupes ont commencé.

Chaque « Affinity group » avait désigné un porte-parole, un secouriste, une personne chargée des médias (elle ne devait pas se faire arrêter) et deux personnes pour s'occuper des provocateurs. Le porte-parole était continuellement occupé : pour

chaque décision à prendre, l'Affinity group se réunissait et essayait de trouver une solution qui satisfasse tout le monde. Le porte-parole allait ensuite représenter l'Affinity group à la réunion des porte-paroles où, là aussi, on recherchait un consensus général. Ces réunions de porte-paroles réunissant trop de monde pour être efficaces lorsque l'action commença, ceux-ci élirent une commission de 15 personnes chargée de prendre les décisions pendant la marche et l'occupation. Après chaque réunion, le porte-parole rapportait les décisions et les informations à son groupe.

La recherche d'un consensus général est un procédé inspiré par les Quakers. Si un groupe est divisé entre une majorité et une minorité, la majorité n'emporte pas automatiquement la décision : on demande aux minoritaires d'expliquer leurs réticences devant la proposition avancée et le dialogue continue jusqu'à ce que le groupe entier prenne une décision. Si l'entente ne peut être obtenue, les minoritaires peuvent accepter de s'incliner ou non. Cela donne à chacun un pouvoir plus important et une plus grande responsabilité, cela renforce également la cohésion du groupe puisque ses membres sont obligés de s'écouter réellement les uns les autres.

LA MARCHÉ ET L'OCCUPATION

La marche de 5 kilomètres en direction de l'entrée du site partit le samedi vers midi ; l'allure était lente car chacun emportait des bagages et des vivres pour l'occupation. A l'entrée du site, la plus grosse marche a été rejointe par deux autres groupes plus petits. Des sympathisants locaux applaudissaient le long de la route.

Une des hypothèses envisagées était une arrestation dès l'entrée dans la propriété de la compagnie. En fait personne ne barra la route, seul un gardien avertit vainement les manifestants qu'ils violaient une propriété privée ! Les marcheurs ont donc pénétré dans la propriété, accompagnés par les dé clics des appareils photo des journalistes.

Après discussion, les participants se sont installés sur un parking, en se regroupant selon le lieu de rassemblement dont ils venaient. Pendant que certains plantaient la tente, d'autres alignaient des pierres pour former les mots « non au nucléaire », bien visibles par les hélicoptères qui survolaient.

Jusqu'au jour précédant la marche, le site entier était interdit par une décision de justice ; les manifestants auraient donc été passibles de deux inculpations : la première pour intrusion criminelle, la deuxième pour mépris d'une décision de justice. Mais la veille, un nouveau règlement avait restreint la zone interdite ; elle était limitée par une grille au-delà de laquelle patrouillaient des gardes accompagnés de chiens.

Les manifestants sont donc restés en deça de cette grille et se sont organisés pour assurer la sécurité et la vie du groupe pendant l'occupation : réponses à d'éventuels agresseurs, mise en réserve de l'eau, construction de latrines, organisation d'ateliers sur différents sujets...

Certains commençaient à se demander si les autorités ne choisiraient pas de laisser pourrir la situation. Beaucoup de manifestants ne pouvaient rester que 4 jours et allaient donc repartir le mardi, s'ils n'étaient pas arrêtés avant. Pour éviter un affrontement et des arrestations massives, les autorités pouvaient attendre le départ de la plus grande partie d'entre eux. Avec beaucoup de réticences, les manifestants avaient donc décidé de provoquer l'affrontement si rien ne s'était passé le lundi, lorsqu'ils apprirent qu'ils allaient être arrêtés de toute façon.

L'ARRESTATION

A 3 heures, les occupants ont été prévenus qu'ils avaient une demi-heure pour partir. Ils ont occupé ce temps à ranger le matériel et chanter. Les arrestations ont ensuite commencé. Certains ont refusé de bouger et ont été portés, d'autres tenant à conserver leur matériel ont suivi les policiers. Les policiers étaient ceux de l'Etat du New-Hampshire et de quelques Etats limitrophes, ainsi que des policiers locaux. Ils ont fait monter 1 414

manifestants dans des cars de ramassage scolaire pour les emmener au « Portsmouth Armory » où ils les ont entassés dans une enceinte grillagée.

Les autorités avaient proposé un arrangement spécial aux organisateurs : chacun serait relâché contre une reconnaissance de dette de 100 dollars. Il n'y avait donc pas de caution à verser, mais craignant que les autorités refusent de laisser bénéficier de cette mesure tous ceux qui avaient déjà été arrêtés en août 1976, les manifestants demandèrent à en discuter entre eux. Le gouverneur, fortement hostile à cette manifestation, supprima alors cette possibilité et les 1 414 arrêtés furent conduits dans différentes prisons après avoir été inculpés officiellement.

Le récit de Vicki ROVERE décrit longuement les conditions de détention ainsi que les différentes péripéties des rapports avec les autorités. Il est malheureusement trop long pour être reproduit ici.

Après 8 jours de détention commencèrent les procès. Les premiers jugés ont été condamnés à « 5 jours de prison ou 100 dollars d'amende, certains ont accepté l'amende (à cause de leur travail ou de leurs études à poursuivre), d'autres ont préféré la prison.

L'incarcération d'un si grand nombre de gens était en train de coûter cher à l'Etat du New-Hampshire : 50 000 dollars par jour ! Le gouverneur a même lancé un appel public pour obtenir des dons des entreprises et des syndicats !... « Notre bataille aujourd'hui peut être la vôtre demain » leur disait-il pour demander leur aide contre les anti-nucléaires...

Le mardi 12 mai, un arrangement a été conclu avec les autorités : les procès se feraient par groupe ; jugés coupables, les manifestants feraient appel et seraient donc relâchés. L'accord étant valable aussi pour ceux qui avaient déjà été arrêtés l'an dernier, les occupants ont accepté. Il y a toute chance pour que l'affaire en reste là, au plan judiciaire...

A. G.

D'après un texte de Vicki ROVERE.

Faire libérer BEN CHAVIS

En 1971, le révérend Ben Chavis, jeune pasteur noir, est envoyé par la « Commission pour la justice raciale » de l'Eglise Unifiée du Christ en Caroline du Nord pour y faire une enquête sur le racisme, cet Etat étant une des régions des Etats-Unis où la ségrégation reste, dans les mœurs, extrêmement vivace. Ben Chavis avait travaillé avec Martin Luther King et il porte en lui le « rêve » de ce dernier d'une grande fraternité mondiale où il n'y aurait pas de différence entre les races et où il n'y aurait plus d'exploitation économique.

A la suite de l'expulsion de dix-huit étudiants noirs de leur collège de Wilmington, il organise dans cette petite ville un défilé silencieux qui rassemble deux mille cinq cents personnes. Puis, avec d'autres jeunes gens, Ben Chavis décide de s'installer en permanence dans une église. Mais le Ku Klux Klan, encore très actif en Caroline du Nord, fait le siège de l'édifice, réclamant le « nettoyage » de la ville. Police, garde nationale, blindés arrivent à leur tour... et renforcent le siège ! La police tire, le Klan aussi. Il y a deux morts : un étudiant noir et un membre du Klan. On va en rendre responsables Ben Chavis et neuf de ses compagnons ; ils sont arrêtés un an plus tard et accusés d'incendie volontaire et d'homicide.

En septembre 1972, ils sont donc jugés par un jury composé de dix Blancs et de deux Noirs, et condamnés sur le seul témoignage d'un repris de justice, Allen Hall, à deux cent quatre-vingt deux années de prison, dont trente-quatre au pasteur Ben Chavis. Bien entendu, ils font appel de ce jugement, et leur caution ayant pu être payée, ils sont mis en liberté provisoire. Mais la tête de Ben Chavis a été mise à prix par des

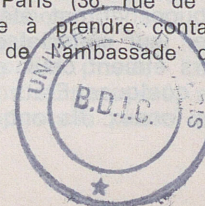
hommes d'affaires de Wilmington. Sa voiture est détruite par une explosion. Et puis, surtout, leur demande en appel est refusée, comme sont refusées les demandes de révision du procès introduites devant la Cour suprême de l'Etat et devant la Cour suprême des Etats-Unis... Ben Chavis et les neuf autres condamnés de Wilmington retournent en prison.

En août 1976, fait nouveau : Allen Hall, le fameux témoin à charge, pris de remords, reconnaît que sa déposition était fautive et qu'il l'avait faite sous la pression des autorités locales. Les condamnés obtiennent l'ouverture d'une nouvelle audience pour le 9 mai 1977. Mais après dix jours de débats, le juge Fountain refuse de rouvrir le procès, affirmant qu'il n'a pas à se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence des condamnés, leurs droits constitutionnels n'ayant pas été violés dans le procès de 1972...

Il y a assez de preuves pour innocenter et libérer Ben Chavis et les neuf autres de Wilmington. S'ils restent en prison, c'est parce que la justice raciste de l'Etat de Caroline du Nord veut les punir d'être des militants des droits civiques. « Si le peuple américain et tous les gens de bonne volonté du monde entier ne font pas pression sur le gouvernement de Caroline du Nord et sur le gouvernement fédéral, nous resterons en prison », dit Ben Chavis.

Un « Comité pour la libération de Ben Chavis » s'est constitué à Paris (36 rue de la Glacière, Paris 13^e). Il nous invite à prendre contact avec lui, et à intervenir auprès de l'ambassade des Etats-Unis en France.

C. D.



QUELQUES FIGURES DE LA NON-VIOLENCE AMÉRICAINE

Ralph ALBERNATHY. — Compagnon et successeur de Martin Luther King à la tête de la Southern Christian Leadership Conference. Pasteur baptiste.

Saul ALINSKI. — Un des organisateurs les plus originaux et les plus efficaces que la non-violence ait compté. D'origine juive, il s'est mis au service des communautés américaines les plus désertées, les aidant à reprendre du pouvoir. Auteur d'un ouvrage traduit en français sous le (mauvais) titre de « Manuel de l'animateur social » (Ed. du Seuil, 1976, compte rendu dans ANV n° 23). Mort en 1972.

Stanley ARONOWITZ. — Cet intellectuel est, parmi les « penseurs » de la non-violence aux USA, celui dont les analyses politiques sont certainement les plus poussées.

Joan BAEZ. — Chanteuse mondialement connue, fondatrice d'un « Institut pour l'Etude de la Non-Violence » (box 1.001, Palo Alto, California 94 302). S'est beaucoup engagée dans le mouvement anti-guerre, son mari ayant été emprisonné pour refus d'obéissance.

Daniel BERRIGAN. — Prêtre jésuite et poète connu. Un des leaders du mouvement non-violent aux USA depuis qu'avec son frère Philip et quelques autres amis, il a participé, en 1968, à la destruction au napalm de fichiers de mobilisation à Catonsville. Il a écrit « Pas de chaînes pour l'humanité » (Ed. Casterman, 1971).

Philip BERRIGAN. — Frère du précédent, ancien prêtre, héros également du mouvement anti-guerre. A publié « Journal de prison d'un prêtre révolutionnaire » (Ed. Casterman, 1971).

César CHAVEZ. — Leader du mouvement de libération des ouvriers agricoles d'origine mexicaine de Californie. Cf. le livre de Jean-Marie Muller et Jean Kalman, « César Chavez, un combat non-violent » (Ed. Fayard/Le Cerf, 1977).

Ben CHAVIS. — Pasteur, militant des droits civiques en Caroline du Nord, actuellement incarcéré (voir article dans ce numéro d'ANV).

Dorothy DAY. — Militante pacifiste et féministe de la première heure. Fondatrice, dans les années 1930, du journal « Le Travailleur catholique », autour duquel se rassemblèrent tous les catholiques de gauche. A 75 ans, elle allait encore en prison par solidarité avec les Chicanos. Auteur de « La longue solitude » (Ed. du Cerf). Décédée récemment.

Dave DELLINGER. — Objecteur de conscience pendant la deuxième guerre mondiale. Président de la grande coalition contre la guerre du Vietnam. Un des sept inculpés du procès de Chicago, en 1968. A fait, en 1972, une grève de la faim de quarante jours, à la suite de laquelle il a pu aller chercher à Hanoï des prisonniers libérés. Politiquement très à gauche. Journaliste et auteur de « Revolutionary Non Violence ».

AMERICAN FELLOWSHIP OF RECONCILIATION. — Branche américaine de l'IFOR. Compte environ vingt mille membres. Publie la revue « Fellowship » (Box 271, Nyack, New York 10 960. Abonnement : 6 dollars). Pendant la guerre du Vietnam, a dénoncé la répression exercée par le régime du Sud.

Martin Luther KING. — Cf. article qui lui est consacré dans ce numéro d'ANV.

Coretta Scott KING. — Epouse du précédent. Auteur de « Ma vie avec Martin Luther King », Ed. Stock.

Georges LAKEY. — Ancien dirigeant du mouvement des droits civiques. Actuellement membre du Centre de Vie de Philadelphie (cf. article dans ce numéro d'ANV). Auteur de « Manuel d'action directe », « Strategy for a living revolution », « In place of war », « Moving toward a new society » ; « Manifeste pour une révolution non-violente ». Un des « grands » de la non-violence américaine. A participé, entre autres actions, à une opération maritime de livraison de médicaments aux victimes de la guerre au Vietnam.

LIBERATION. — Revue créée en 1956 et qui a joué un rôle très important dans la formation des courants radicaux aux USA. Martin Luther King y a collaboré. Disparue il y a peu.

Thomas MERTON. — Moine trappiste mondialement connu par ses ouvrages de spiritualité. A soutenu le mouvement noir et le mouvement anti-guerre. Auteur, notamment, de « Foi et violence » (Ed. de l'Epi).

MOVEMENT FOR A NEW SOCIETY. — Voir article dans ce numéro d'ANV.

Bill MOYER. — Ancien dirigeant du mouvement des droits civiques. Un organisateur de premier ordre et un des animateurs du Centre de vie de Philadelphie. Très préoccupé par la faim dans le monde et par le « dé-développement » des U.S.A.

A.J. MUSTE. — Un des « pères » du mouvement non-violent américain. Résistant à la première guerre mondiale. Pasteur de l'Eglise réformée. Leader du mouvement contre la guerre du Vietnam. Mort en 1967.

Gene SHARP. — Auteur de l'encyclopédie « The Politics of Nonviolent Action » et de « Exploring Nonviolent alternatives ». Ancien secrétaire personnel de A.J. Muste. Universitaire. A été emprisonné comme objecteur de conscience en 1953.

Henri-David THOREAU. — Philosophe du XIX^e siècle, un « Rousseau » américain, auteur de « Walden » et surtout du célèbre « Devoir de la désobéissance civile » qui a inspiré Gandhi comme Martin Luther King. Premier « objecteur à l'impôt » par refus de l'esclavage des Noirs. Un des ancêtres de la non-violence comme de l'écologie.

WAR RESISTERS LEAGUE. — Section américaine de l'Internationale des Résistants à la guerre. Dispose de moyens importants. Adresse : 339 Lafayette Street, New York 10 012.

WIN MAGAZINE. — Le « Combat non violent » américain. Un journal de très bonne qualité. Adresse : Box 547, Rifton, New York 12 471. Abonnement : 7 dollars.

Beverly WOODWARD. — Rendue célèbre pour avoir intenté un procès sur l'anticonstitutionnalité des mesures restreignant l'entrée de communistes aux Etats-Unis. Travaille beaucoup à l'instauration de liens internationaux entre militants non-violents et chercheurs. A organisé la rencontre de Mexico dont il est parlé dans ce numéro d'ANV.

NOUS AVONS LU...

DOSSIER MIREILLE BRESSOLES

Savez-vous qu'en 1977, en France, on peut mourir d'une grève de la faim dans l'indifférence à peu près totale? Si vous vous demandez comment cela est possible, si le nom de Mireille Bressoles n'évoque rien pour vous, lisez la brochure que son comité de soutien a édité en juin dernier pour expliquer cette affaire tragique.

A commander pour 4,00 F à : MAN-Yonnes, BP 251, 89004 Auxerre cedex.

**OBJECTEURS EN LUTTE
CONTRE LA MILITARISATION,**
Comité de lutte des objecteurs.

OBJECTEUR AUJOURD'HUI,
Fédération des Objecteurs.

Deux mouvements d'objecteurs viennent de sortir deux plaquettes de présentation, qui seront utiles à ceux qui veulent s'informer sur le mouvement actuel des objecteurs et les courants qui le traversent. La plaquette des CLO (à commander pour 6,00 F à Objection, BP 70, 69201 Lyon cedex) comprend trois parties : un historique de la lutte, une description de la situation actuelle des objecteurs et de leur lutte, une analyse de la militarisation. La brochure de la Fédo, plus courte, comporte un historique, une présentation de la Fédo et de ses revendications, un répertoire des prises de position sur l'objection de différentes organisations politiques et syndicales, les indications pratiques pour demander le statut. Elle se commande pour 3,00 F à Fédo, 54, rue de la Hache, 54000 Nancy.

LA PSYCHIATRIE DEVANT LES TRIBUNAUX

Brochure du G.I.A. (groupe informations asiles) qui fait un premier bilan de la lutte contre les modalités actuelles d'internement et retrace l'histoire des différentes affaires dont les tribunaux ont été saisis ces derniers temps. A commander pour 8,00 F à Psychiatisés en lutte, BP 60, 75721 Paris cedex 15.

pour le socialisme
autogestionnaire :

une non-violence politique

Nouvelle
édition

8 f.

(+ 2 f de port)

texte d'orientation politique
du mouvement
pour une alternative non-violente

MAN

20, rue du Dévidet
45200 MONTARGIS
CCP : 7185 A, La Source

alternatives non violentes

ABONNEMENTS

France : 30 F - Etranger : 35 F - De soutien : 50 F
Belgique : 200 FB - Suisse : 18 FS - Par avion, nous consulter

Chèques, mandats C.C.P. 2915-21 Lyon.
Adresse : 3, rue Lémot, 69001 Lyon.

Comité de Rédaction : Christian DELORME, Georges DIDIER,
Christian MELLON.
Directeur de Publication : Georges DIDIER.

L'abonnement (1 an) vaut pour six numéros. Précisez
toujours à partir de quel n° vous désirez commencer.

On peut s'abonner à partir du :

N° 18 (Désobéissance civile - Outspan - Chavez)

N° 19 (Amérique du Sud)

N° 20-21 Une non-violence politique

N° 22 Police - Justice - Prisons.

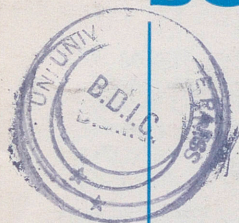
N° 23 La gauche et la force de frappe.

N° 24-25 Violence et agressivité. La non-violence et
la mort. Entretien avec Edgar Morin. Dossier Afrique du
Sud : un an après Soweto.

Dépôt légal : 4^e trimestre 1977 - Commission Paritaire n° 54.826
Imp. Reynaud, 10, rue du Soleil, Saint-Etienne

Tous ces numéros peuvent aussi être commandés pour
5 F, sauf 24-25 (7 F).

sommaire



Editorial

- | | |
|--|----|
| Le mouvement non violent aux USA
Pierre FABRE | 1 |
| Remember Martin Luther King !
Christian DELORME | 4 |
| La lutte non violente contre la guerre du Vietnam :
le « Peace Movement » (1965-1975)
Christian MELLON | 14 |
| Derrière le « Rideau Turquoise »
Gérald T. WILKINSON | 22 |
| Chavez enfin débarrassé des « Teamsters » ?
Jean KALMAN | 25 |
| Le « Centre de Vie » de Philadelphie : non-violence utopique
ou non-violence scientifique ?
Pierre FABRE | 27 |
| Une non-violence à l'américaine
Olivier VIAL | 33 |
| Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis
entretien avec Marianne DEBOUZY | 38 |
| Seabrook, Avril 77 : occupation non-violente d'un site nucléaire | 43 |
| Faire libérer Ben Chavis | 46 |
| Quelques figures de la non-violence américaine | 47 |